

MASSSES

FÉVRIER
1 9 3 3

N°2 MENSUEL

Prix : Un franc

SOMMAIRE :

Chroniques de la vie
ouvrière et paysanne

Constructions scolaires
en U. R. S. S.
Stations Polytechniques

Une iniquité juridique :
Le délai-congé

Auberges de la jeunesse

La crise en France

Emile Durkheim,
sociologue du
"statu quo"

Du chœur parlé
à la scène chorale

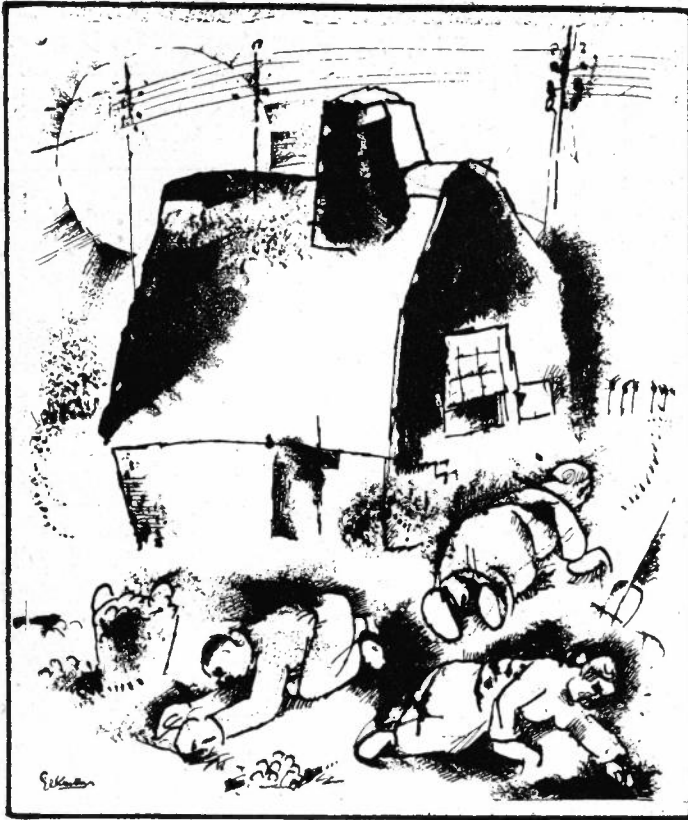
Quelques spectacles de
la F. T. O. F.

Littérature
ensanglantée
Deux romans policiers

Etc... Etc... Etc... Etc...



RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 23, Rue Mouffetard, Paris-V^e



CHRONIQUES DE LA VIE OUVRIÈRE ET PAYSANNE

UNE ÉMEUTE PAYSANNE?

L'INDEPENDANT D'EURE-ET-LOIR dit :

Le parti agraire avait convié, samedi après-midi, les cultivateurs du département à venir manifester, à Chartres, contre l'effondrement des cours des produits agricoles.

Encore qu'il ne soit pas facile de chiffrer le nombre de ceux qui participèrent à cette manifestation, on peut l'évaluer approximativement à 3.000. Pour qui connaît le département et le profond bon sens de nos ruraux, c'est assez dire que tous les éléments de cette foule, loin d'être affiliés au parti de l'Internationale verte, avaient mis à profit l'occasion qui se présentait à eux pour venir manifester une fois de plus leur mécontentement devant la crise qui frappe si durement le monde agricole.

La première partie du meeting se déroula dans le calme.

Appelé à présider la réunion, M. Lebrun, maire de Baillieu-l'Evêque, avait tenu, tout d'abord, à souligner le caractère de cette manifestation.

— Soyez persuadés, dit-il, qu'elle n'a aucun but politique ; en l'organisant, nous avons voulu, seulement, défendre les intérêts de l'agriculture tout entière.

Enfin, M. Fleurant-Agricola prit le dernier la parole.

— Si vous êtes malheureux, c'est parce que vous l'avez voulu. La classe ouvrière, les fonctionnaires, se sont organisés. Il est facile de leur faire des reproches ; il eût été plus utile d'imiter leur geste.

L'ordre du jour

En conclusion de ce débat, l'ordre du jour suivant fut adopté :

« Les cultivateurs d'Eure-et-Loir, réunis, salle de la Justice de Paix, à Chartres, le samedi 14 janvier, au nombre de 3.000 environ, après avoir entendu les orateurs,

« Considérant qu'en dépit des manifestations organisées dans toute la France, les prix de vente des denrées agricoles restent au-dessous des prix de revient sans que les matières premières et l'outillage aient présenté une réduction proportionnelle, ce qui conduit la classe paysanne, y compris les artisans, à une ruine certaine ;

« Considérant que le Parlement et les pouvoirs publics n'ont encore apporté aucun remède à cette situation catastrophique, décident de recourir aux moyens préconisés par les syndicats de fonctionnaires, à savoir la grève de l'impôt, si prompt satisfaction n'est pas donnée à leurs justes revendications.

« Ils désirent le blé à 140 francs le quintal, départ culture, l'orge et l'avoine à 100 francs, le lait à 1 fr. 10 le litre.

« En ce qui concerne la viande, ils réclament l'application du contingentement seulement en période déficitaire et l'interdiction totale d'entrée en France des viandes abattues.

« Enfin, ils demandent la révision de tous les baux à ferme, dans les mêmes conditions que celle accordée aux propriétaires en 1927, c'est-à-dire 200 % du prix d'avant-guerre et, ce, sans résiliation. »

A la Préfecture

Il fut décidé que cet ultimatum serait transmis sur l'heure à M. le Préfet.

— A la Préfecture ! crièrent plusieurs manifestants.

Il n'en fallut pas davantage pour que la foule emboltât le pas aux cinq délégués qui avaient été chargés de cette mission de confiance.

Juchés sur les canapés, sur les radiateurs ou sur les meubles de style, qu'ils mirent légèrement à mal, il faut bien le dire, les manifestants accablèrent de questions ou de reproches injustifiés le représentant du Gouvernement, dont on connaît cependant la courtoisie à l'égard de tous.

Pénible, l'entrevue se prolongea pendant trois quarts d'heure.

On voulut encore que M. le Préfet téléphonât d'urgence à M. Paul-Boncour lui-même, puis on lui reprocha de ne pas avoir donné suite aux lettres de démission des 240 maires du département.

Comme la situation menaçait de s'éterniser, M. Huet, d'Amilly, l'un des dirigeants du parti agraire, réussit à rétablir le calme et à prendre la parole.

— M. le Préfet, dit-il, n'est pas responsable de ce qui se passe actuellement. Il ne faut donc pas continuer trop longtemps cette vie. Il est notre prisonnier, mais nous ne devons pas en abuser. Excusez-nous donc, monsieur le Préfet, de ce que nous avons fait aujourd'hui. Une délégation de cinq membres avait été désignée pour avoir une entrevue avec

vous. Ce n'est pas de notre faute si toute cette foule nous a suivis; c'est le fait de l'exaspération qui règne à l'heure actuelle dans le monde agricole. Il faut que vous sachiez que nous en avons assez. Ceci n'est qu'un commencement, dites-le bien aux pouvoirs publics.

Nous ne pouvons être suspects non plus vis-à-vis du commerce et de l'industrie de notre région :

Nous avons relaté impartialement l'activité dont leurs groupements ont fait preuve pour défendre les intérêts légitimes de leurs commettants.

Dans les mêmes sentiments d'objectivité, nous avons rendu compte des desiderata formulés dans leurs réunions par les fonctionnaires et apprécié la haute tenue de ces réunions.

Mais nous ne pouvons donner notre approbation aux paroles, actes et gestes qui se sont déroulés samedi soir à la Préfecture.

Des insultes grossières vis-à-vis du personnel administratif et vis-à-vis du personnel féminin, du sabotage, ça ne résoud rien. Bien au contraire.

Les dirigeants de l'équinoxe ont été probablement débordés par leurs troupes. C'est signe qu'ils n'ont pas les qualités de chefs dont ils se targuent et nous demandons quelle serait la réaction de MM. Prieur fils, Berton, Bonnet, Gibier, Lebrun, qui se montraient parmi les plus exaltés, si un beau jour à la suite d'un mécontentement causé par une question de salaire, par exemple, leurs ouvriers agricoles envahissaient leurs salons, insultant chacun et chacune et « piétinaient les bégonias » ?

Le POPULAIRE dit :

Chartres, 17 janvier (dép. Populaire). — Les échos de la manifestation paysanne de Chartres, dont nous avons parlé hier, ont retenti aux quatre coins de la France.

Nous n'essaierons pas d'amoinrir l'ampleur de cette démonstration, qui faillit tourner à l'émeute, mais nous pouvons tout de même bien affirmer que les dirigeants du parti agraire ne l'avaient point prévue, puisque M. Fleurant Agricola lui-même brillait par son absence lors de la prise d'assaut de la préfecture.

D'ailleurs, répétons-le, l'excitation des paysans beaucerons, leur exaspération était telle que c'est un mouvement de mécontentement qu'ils ont déclenché, bien plus qu'une manifestation agraire.

Et puis, après tout, quels étaient donc les organisateurs de ce meeting ? De gros fermiers de Beauce, la plupart propriétaires fonciers. Aussi doit-on sourire en voyant ces gens-là à la tête d'une émeute ? Imaginez un instant que leurs ouvriers manifestent dans les mêmes conditions. Vous les entendriez crier au scandale. Les petits et moyens cultivateurs cherchant toute occasion de protester contre la situation qui leur est faite, et celle-ci est tragique, n'ont fait que les suivre dans le seul but de manifester leur mécontentement. En effet, le prix du blé est descendu au-dessous de 100 fr. Les céréales secondaires sont très dépréciées également, et le prix du lait est inférieur

à un franc. Or, le prix de vente à la production ne profite pas au consommateur. Loin de là ! Il suffit d'examiner et de comparer : toute la doctrine économique de nos gros fermiers beaucerons se résume à ceci : le blé au-dessus de 140 francs, l'avoine au-dessus de 100 francs et le lait au-dessus de 1 fr. 10.

Comment y parvenir ? Ils ne l'indiquent pas, mais ils comptent, eux, qui ont pu conserver jusqu'à maintenant leur récolte, sur les effets de la spéculation qui bientôt, comme chaque année, va déclencher un mouvement de hausse, pour faire leurs petits bénéfices...

Notre devoir est donc de démontrer aux travailleurs de la ville, ainsi que notre camarade Bérenger, député de Dreux, le fit à la tribune de la Chambre, que seule la spéculation a bénéficié de la baisse des produits agricoles, et aux paysans de leur faire comprendre que leur ennemi, ce n'est pas l'ouvrier des villes, mais le capitalisme.

Contre lui, ouvriers des villes et paysans, unissez-vous !

L'HUMANITE dit :

Le mouvement paysan prend de l'ampleur. Après les couches les plus pauvres (les résiniers des Landes, les fermiers de Bretagne), c'est maintenant la grande masse des paysans pauvres et moyens qui est entrée en effervescence.

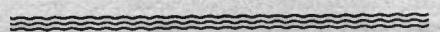
Le département spécifiquement agricole de l'Eure-et-Loir montre à quel degré d'ébullition est parvenu le mécontentement des paysans.

Après une série de manifestations, après la démission collective de 200 maires du département, les paysans sont passés à l'action directe contre le représentant du pouvoir public bourgeois, contre le préfet.

Le mouvement de Chartres, que certaine presse bourgeoise a qualifié de « jacquerie », a dépassé en ampleur et en violence tous les mouvements paysans des dernières années.

Réunis à 4.000 par le parti agraire, les paysans envoient d'abord une délégation au préfet, l'accompagnent. Retenus par la police, ils ouvrent de force la grille, envahissent les bureaux, tiennent le préfet prisonnier pendant une heure, l'obligent à téléphoner au ministre de l'Agriculture et à lui exposer leurs revendications.

Ce puissant mouvement fut suivi par une manifestation analogue à Verdun. Les paysans travailleurs s'engagent dans la lutte directe pour la défense de leurs intérêts.



EN ESPAGNE

LA LUTTE

DE PAYSANS ESPAGNOLS

MADRID, 20 janvier. — Les ouvriers agricoles et les petits paysans sont soulevés dans la région de Badajoz. Dans les villages de Prozas, Alcantaras, Hijue-

ra et Vargas, les demeures des propriétaires fonciers ont été attaquées. Les paysans se forment en groupes pour occuper les grandes exploitations agricoles et en chasser les propriétaires.

De forts détachements de police sont envoyés dans la région.

TROUBLES EN ESPAGNE

Du TRAVAILLEUR DE BELFORT :

Le cabinet de Madrid a, paraît-il, découvert les raisons du dernier mouvement déclenché par la Fédération Anarchiste Ibérique : l'ignorance où le peuple a été tenu jusqu'à présent serait cause des récentes convulsions, survivance du moyen âge et de ses Jacqueries.

L'attitude insurrectionnelle des prolétaires d'Espagne n'est pas ce qui constitue à nos yeux leur retard et leur faiblesse ; leur défaite et ses causes, inhérentes au mouvement dans sa forme présente, voilà sans doute ce qui est réactionnaire et ce qui pourtant console et rassure M. Azana.

Des dizaines de morts, des centaines de blessés et d'emprisonnés, l'épuisement des caisses syndicales, la discorde dans les organisations révolutionnaires, la C. N. T. se montrant aussi incapable de coordonner le mouvement que de l'empêcher, le réprouvant à Barcelone, tandis qu'elle y participe à Valence, tantôt opposée à la F. A. I., tantôt se traînant à sa remorque, voilà ce qui apparaît après une semaine de lutte, et qui n'est guère rassurant. Depuis deux années la violence des moyens grandit, leur puissance diminue ; en septembre 1931, la grève générale paralysait Barcelone ; aujourd'hui la grève a fait place à la bande. Les dirigeants de la F. A. I. ont prouvé qu'un mouvement dirigé par eux reste anarchique, sans faire triompher l'anarchie.

Tant qu'il en sera ainsi, tant que les militants espagnols, sous prétexte de spontanéité, d'opposition à toute bureaucratie, à toute dictature, érigeront l'improvisation en système, faisant du coup de main préparé l'alpha et l'omega de la Révolution ; tant que l'Espagne révolutionnaire n'aura pas pris conscience du péril mortel que recèle l'aventure, tant qu'elle se satisfera de la guérilla, qui peut servir, mais qui ne tient pas lieu de tout (sans Wellington, les bandes espagnoles auraient-elles tenu en échec l'armée napoléonienne ?) l'administration de Madrid, la bourgeoisie de la Catalogne pourront défier l'adversaire, l'accabler de son ignorance, railler son insouciance admirable en face de la mort.

Vienne l'heure où les héritiers de Bakounine seront mis en présence de leur folie, où le peuple espagnol se sera lassé du geste pour le geste, et les gardes civiles paieraient cher leurs fusillades et n'auraient plus l'occasion de faire flamber à la grenade incendiaire 19 malheureux assiégés dans une maison isolée.

On comprendra alors que si l'ignorance du peuple espagnol le conduit à la défaite, c'est sa misère croissante qui le fait s'insurger.

Que ses maîtres d'un jour essaient de l'instruire sans le nourrir : il ira à de nouveaux combats, mais il choisira d'autres méthodes et d'autres guides.

P. KAAH.

Constructions scolaires en U. R. S. S.

STATIONS POLYTECHNIQUES

W. Schütte, l'auteur de cet article, est un architecte allemand qui a vécu et travaillé en U.R.S.S. Spécialiste des constructions scolaires, il apporte sur un problème important des renseignements plus intéressants que n'importe quel discours théorique.

Dans la construction socialiste de l'Union Soviétique, l'école prend une place importante. Cela tient à l'importance que le socialisme accorde à l'éducation du peuple.

Depuis 1930 l'école obligatoire est établie d'abord pour quatre ans (« école élémentaire », 8 à 11 ans), dans les villes et les centres industriels pour 8 ans (« école de 7 ans »). L'école est naturellement unique et professionnelle, c'est-à-dire qu'on ne peut fréquenter les écoles moyennes « Fe-Se-U » et « Technicums » qu'après les élémentaires, et les écoles supérieures qu'après avoir fini l'école moyenne et fait quelques années de travail pratique.

L'école a le devoir de former la jeunesse pour la société socialiste en construction, et de former le cadre nécessaire pour l'appareil de production par un mot courant dans l'Union — l'éducation polytechnique.

Pour le développement et l'essai de l'éducation polytechnique, une « station polytechnique » sera construite. Cette station se compose d'instituts scientifiques pour la formation d'éducateurs et l'initiation du public à la pédagogie.

Cette station contient aussi, comme écoles d'essai : 6 écoles de « sept ans », 3 « technicums », 3 « Fe-Se-U », 1 jardin d'enfants, une école auxiliaire, en tout 4.000 écoliers et étudiants environ.

Les bâtiments doivent satisfaire à 4 besoins :

1° Travail scolaire, d'après le principe qui forme, par l'activité indépendante des écoliers, les grandes ou les petites brigades ;

2° Vie sociale à l'école ;

3° Travail et propagande techniques ;

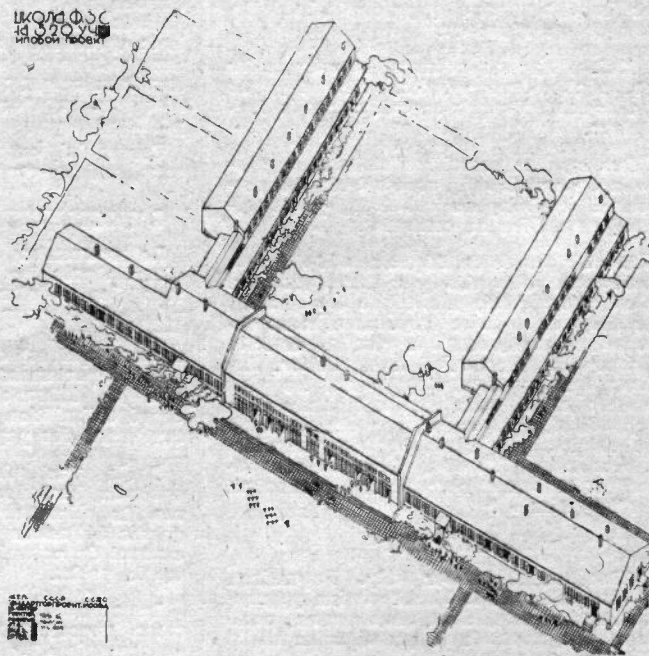
4° Culture physique.

Auxquels correspondent alors, les salles de travail et les laboratoires du 1^{er} degré et du degré supérieur, les salles communes, les ateliers avec le musée technique, et la salle des sports.

Les salles de travail et les laboratoires ont un éclairage bilatéral pour faciliter le travail des brigades et des groupes, avec des tables et chaises pouvant se déplacer à volonté. L'éclairage du 2^o côté est fait au-dessus du toit du corridor, par une série de fenêtres qui sont à environ 2 m. 60 au-dessus du plancher. Les fenêtres sont ainsi dans les écoles de Kousnetz et de Magnitogorsk, sur la base des expériences que nous avons faites en Allemagne.

Le premier degré a, respectivement pour les 5, 10 ou 15 classes, 1, 2 ou 3 locaux pour les travaux de colle, bois et fer. Dans le degré supérieur, il y a la salle pour la physique, la chimie, la biologie (pièce avec animaux vivants et accès au jardin), langue et littérature russe, langue étrangère, mathématiques, géographie, sociologie, dessin, et, pour la liaison avec les ateliers, des laboratoires de machines, de matériaux et d'énergétique. Ces locaux se trouvent dans « l'école de 3 complexes », c'est-à-dire l'école de 3 fois 8 groupes de 40 écoliers, soit 960 écoliers.

Le 2^o groupe de locaux, locaux pour la vie commune à



l'école, joue un rôle plus grand dans l'école soviétique que dans celles des autres pays. L'école est ici le centre de la vie des enfants. Elle ne se borne pas à quatre ou six heures par jour, pendant neuf mois de l'année, mais elle comprend toute la vie de la jeunesse écolière : c'est « l'école de la journée pleine et de l'année entière ». Il va sans dire que les laboratoires et les ateliers ne sont pas fermés après les heures de l'école, mais restent toujours à la disposition des « cercles d'écoliers » (cercles de radio, photo, littérature, etc.).

Dans le secteur pour le travail social il y a les locaux du « club » d'enfants, du conseil des écoliers, des organisations scolaires, puis un bureau pour les excursions d'études ou de sport, une ample bibliothèque et naturellement une salle pour les réunions avec une estrade pour faire du théâtre (qui est très aimé et soigné chez ce peuple), et un appareil cinématographique.

Les enfants ont à l'école les petits déjeuners et repas chauds ; le réfectoire qui sera utilisé en trois équipes, est accessible par une salle de propreté.

Les ateliers, qui forment le 3^o groupe de locaux, sont prévus avec les machines les plus importantes pour le travail du bois et des métaux. Le plan du travail du degré supérieur prévoit dix à douze heures de travail d'ateliers dans la décade. La liaison avec l'usine, marraïne de l'école, est établie par des rapports ou techniques ou sociaux. L'école a par exemple la commande de

certaines objets nécessaires pour le travail à l'usine. Les écoliers regardent d'abord à l'usine l'endroit où leur production prendra place.

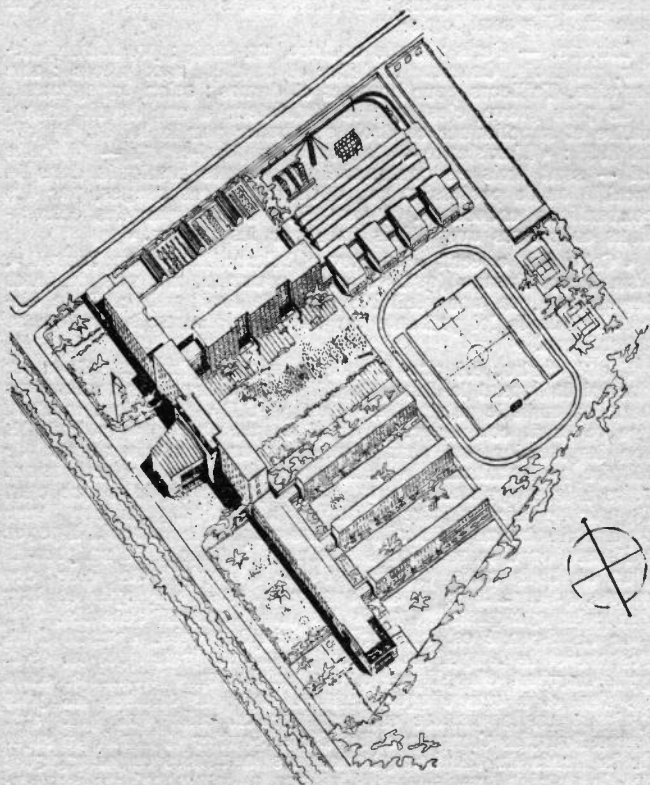
Plus tard, ils monteront les pièces ou assisteront au montage.

Dans le 4^e groupe, enfin, la salle de sport (11x18 m.) est prévue avec vestiaires et douches; à côté de cette salle se trouvent les terrains de sport.

L'école pour 320 écoliers a été choisie comme type de l'année 1932 pour tout le territoire de l'Union, par la commission du conseil économique supérieur, qui examine les projets-types de chaque projet-trust de l'Union.

En dehors de cette « école d'un com. lexe » il y a des « écoles de commencement » à 2 et 4 classes (respectivement 80 et 160 écoliers) puis les « écoles de 7 ans » pour 640 et 960 écoliers. Les grandes écoles sont plus économiques que les petites; le volume construit est respectivement 32, 34, 39 m³ par écolier. Par comparaison les écoles nouvelles en Allemagne ont: à Hambourg (1930) 29 m³; à Magdebourg (1930) 25 m³; à Francfort (1929) 26 m³. Le besoin énorme d'écoles oblige à utiliser les locaux scolaires en 2 équipes: matin et après-midi. Les chiffres suivants donnent la notion de la grandeur des besoins: 8,2 millions d'écoliers en 1915, et en 1925 16,5 millions, soit deux fois plus. Sur le territoire de l'U.R.S.S. 120 millions de roubles seront investis pour la construction des écoles, en calculant 20 roubles par m³ construit.

Nous avons parlé ici des écoles ordinaires pour les enfants sains et avons omis les écoles forestières pour ceux dont la santé est menacée, les écoles-hôpitaux pour les malades chroniques, les écoles-auxiliaires pour les faibles et les anormaux, les sanatoria-écoles, etc. Elles seront toutes projetées dans les plans des villes socialistes qui s'élèvent à côté des géants industriels de l'Union soviétique. »



(Tiré d'un article du *Wasmuths Monatshefte für Baukunst*, juin 32. Traduction E. Löffler. C.E.A.)

Constatations d'émigrés

Sont exclus de l'amnistie, ou bénéficient seulement de la réduction de peine de trois ou de cinq ans, tous les antifascistes condamnés pour les délits envisagés aux articles suivants :

De la loi sur le Tribunal spécial (indépendamment des articles 1 et 2, qui prévoient la peine de mort) ;

ART. 3 (complot contre la sûreté de l'Etat) ;

ART. 4 (reconstitution des partis dissous) ;

ART. 5 (propagande à l'étranger).

Du Code pénal :

ART. 269 (propagande antifasciste à l'étranger) ;

ART. 270 (reconstitution ou organisation de partis dissous ou interdits) ;

ART. 278 (offenses contre l'honneur et le prestige du roi ou du régent) ;

ART. 280 (attentat contre le chef du gouvernement) ;

ART. 281 (attentat à la liberté du chef du gouvernement) ;

ART. 283 (mouvement tendant à changer la constitution de l'Etat) ;

ART. 284 (insurrection contre l'Etat) ;

ART. 285 (dévastation, mise à sac, etc., dans le but d'attenter à la sûreté de l'Etat) ;

ART. 286 (tentatives de susciter la guerre civile) ;

ART. 289 (faits tendant à entraver le fonctionnement du Grand Conseil, du Sénat, de la Chambre, et à empêcher l'exercice de la souveraineté du roi, du régent ou du chef du gouvernement) ;

ART. 290 (injures contre la couronne, le gouvernement, le Grand Conseil, le Parlement, le Sénat, les forces armées, l'ordre judiciaire).

De la loi de sûreté publique :

ART. 160 (expatriation clandestine pour raisons politiques).

La Liberté (antifasciste), Paris.

Correspondance Internationale Ouvrière

CORRESPONDANCE INTERNATIONALE OUVRIERE. — Signalons à nos lecteurs cette jeune revue hebdomadaire. Elle constitue — nous citons le « manifeste » paru dans le numéro cinq — « UNE TENTATIVE OUVRIERE D'INFORMATION MUTUELLE », « LE NOUVEL ORGANE, N'AYANT D'AUTRE BUT QUE DE TRAVAILLER A AFFRANCHIR LE MOUVEMENT OUVRIER DE SON ETAT DE SUJETION VIS-A-VIS DU SECTARISME D'ORGANISATION, ET VIS-A-VIS DES AGENCES D'INFORMATION BOURGEOISE, S'ATTACHERA SURTOUT A DONNER UNE EXPRESSION AUX COURANTS SPONTANES DE LA CONSCIENCE OUVRIERE, ET A FIXER LE RECIT D'ACTIONS DE MASSE QUI, SANS CELA, RESTERAIENT IGNOREES OU INCONNUES. »

Tendance : anarcho-syndicaliste. Quelle que soit l'opinion qu'on porte sur les principes de cet effort — et il faut bien reconnaître que ces principes sont confus —, la CORRESPONDANCE INTERNATIONALE OUVRIERE nous apporte beaucoup de faits intéressants, dont tous les révolutionnaires peuvent tirer parti.

Dans les N^{os} 5, 6 et 7 (1932) et 1 et 2 (1933) : Pages inédites de Rosa Luxembourg sur la Révolution russe et le prolétariat mondial, qui sont du plus vif intérêt.

Révolution

REVOLTE (revue socialiste) : Un article de LEON BLUM sur la METHODE SOCIALISTE. Un article de LUCIEN LAURAT, contenant des vues fort intéressantes sur Rosa Luxembourg. Des notes sur le MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL.

Une iniquité juridique

LE DÉLAI CONGÉ

Avant la Révolution, il existait en France un très grand nombre de législations locales qui différaient sur de nombreux points, parfois très importants. Une grande division coupait d'abord la France en deux : le Nord et le Midi. Dans le Midi, on suivait le droit écrit ; dans le Nord, on pratiquait les coutumes, autrement dit le droit coutumier. Mais, d'une façon générale, la France était « coutumière ».

Ce droit coutumier se composait de règles traditionnelles établies petit à petit avec le temps. Le juriste Edmond Picard a pu justement écrire à son sujet : « Emanation directe, spontanée, verbale des masses populaires. » — « La coutume est, à proprement parler, une « exsudation » du droit. Un peuple sue son droit. Il le suinte, l'émane comme la fleur son parfum. »

Mais les inconvénients de ce droit étaient multiples et graves. Il manquait totalement d'unité. Il se composait, en effet, de coutumes générales et locales. Les coutumes générales avaient un ressort étendu et s'appliquaient dans une province entière. On en comptait environ 60. Les coutumes locales, qui dérogeaient aux coutumes générales, s'appliquaient dans une petite région, parfois même dans une seule ville ou un seul bourg. On en comptait environ 300. C'est là, sans doute, ce que les royalistes appellent : « L'unité de la France sous l'Ancien Régime. »

Il était essentiellement variable et contradictoire. Ce qui était jugé blanc dans une province était jugé noir dans une autre et vice-versa. Chose plus grave, n'étant constaté par aucun texte officiel écrit, le juge pouvait l'interpréter comme il l'entendait. On devine les abus que ce droit pouvait engendrer. Ajoutez à cela que les juges étaient payés par les justiciables et vous aurez un tableau assez réjouissant de ce qu'était la justice des « quarante rois qui, en mille ans, firent la France » et vous comprendrez mieux les vers fameux du fabuliste :

Selon que vous serez puissant ou misérable,

Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

La diversité et l'arbitraire des coutumes fut une des causes de la Révolution française.



La Révolution française abolit, en principe, les coutumes et songea à leur substituer un code général commun à toute la France, de lois simples et claires partant de cette idée, en partie juste, « qu'il n'y a de droit que le droit écrit », suivant l'expression célèbre d'un jurisconsulte. Mais ni l'Assemblée Constituante, ni l'Assemblée Législative, ni la Convention n'eurent le temps de réaliser ce grand projet. Ce que la Révolution n'avait pu faire, Bonaparte devenu Premier Consul le fit et « en soldat », comme diraient nos nationalistes. En 1803, il donna à la France son « Code Civil », œuvre précise et logique, dont le style, dit-on, enchantait Stendhal, mais œuvre sans âme et sans vie, basement matérialiste — comme son promoteur — uniquement préoccupé de la réglementation des moyens d'acquiescer, de conserver, de transmettre et de défendre le droit sacré de la propriété sous toutes ses formes : immobilière, mobilière, familiale, etc.

Aujourd'hui, les thuriféraires de la République et du capitalisme (ce sont les mêmes) ont grand soin de nous faire remarquer que la Révolution en principe et en fait a substitué le Droit à la Coutume. C'est vrai et faux à la fois. Il faut soigneusement distinguer. C'est vrai en ce qui concerne les rapports juridiques des bourgeois entre eux. Car ces rapports, à l'exception de quelques règles coutumières, surtout en matière commerciale et maritime, sont régis par le droit écrit. C'est faux en ce qui concerne les rapports juridiques de la bourgeoisie et du prolétariat, car ces rapports sont le plus souvent, et surtout en matière de louage de services, régis par le droit coutumier. Preuve : la question du délai-congé, une des plus importantes pour le monde ouvrier.

Le délai-congé est le laps de temps qui s'écoule entre le jour où le patron ou l'ouvrier donne congé et le jour de la cessation effective du travail.

Ce délai-congé — c'est là le scandale — varie suivant le lieu, les professions et, dans chaque profession, suivant l'emploi que le salarié y occupe. Voici quelques exemples qui feront toucher du doigt l'illogisme, le relativisme, l'incohérence de ce droit. Nous les empruntons à l'ouvrage de MM. Gaston Préau et Pierre Riffard : « Les délais de préavis en matière de congédiement d'employés et d'ouvriers », des plus utiles dans l'état actuel de la société.

Personnel de bureau. — A Paris, Bordeaux, Dijon, Grenoble et Lyon, les directeurs, employés supérieurs, chefs de services ont droit à trois mois de préavis. Ce délai est porté à six mois à Lille, Marseille, et à Nantes à un an. Les comptables, les dactylos ont droit, à Paris, à un mois, les garçons de bureau à un mois. Les garçons de recettes : un mois. Les employés de contentieux : un à trois mois. Les dessinateurs à Paris : un mois.

Il n'y a pas de préavis pour les dessinateurs lithographes, architectes, constructeurs de cheminées.

Cafés, Hôtels, Restaurants. — Le personnel n'a droit à aucun préavis à Paris, Agen, Dijon, Lille, Lyon, Marseille. Huit jours à Brest, Grenoble, Montpellier. A Nantes : une semaine. Gérants d'hôtels : à Paris, un mois. Maîtres d'hôtels : à Paris, sept jours lorsqu'ils sont engagés au mois. Etagère : une semaine. Dans les cafés parisiens, les buffetiers, les sommeliers-cavistes, les caissiers, garçons et filles de salle ont droit à une semaine. Cuisiniers : à Paris, sans préavis, mais une semaine s'ils sont logés.

Couture. — Paris : haute couture, un mois ; première d'atelier, un mois. Ouvrière d'atelier et ouvrière aux pièces : une semaine. Tailleurs pour hommes et dames : selon engagement.

Le plus grave, c'est que le législateur a cru devoir reconnaître et sanctionner ce droit coutumier par la loi du 19 juillet 1928 : « L'existence et la durée du délai-congé — dit cette loi — sont fixés en conformité des usages pratiqués dans la localité ou la profession ou, à défaut de ces usages, par des conventions collectives. Il peut être dérogé par des conventions collectives aux délais fixés par les usages. »

« Cette loi, a écrit « La Revue Internationale du Travail », transforme l'usage (qui, en droit commun, n'a pas de force impérative), en une véritable règle de droit public. Cette disposition de la loi présente un danger : désormais, l'usage se consolidera. »

Il eût, certes, été plus simple et surtout plus juste de créer une loi indiquant la durée du délai-congé dans des professions données, mais le patronat n'y tient pas. Il espère bien, en effet, que ce droit coutumier, grâce à sa variabilité, à sa fluidité, son imprécision, lui permettra, dans un prochain avenir, de réduire au minimum le délai-congé dans chaque profession, voire à le supprimer. Il faut, à ce sujet, se rappeler que c'est l'espoir de faire réduire la durée du délai-congé à une heure ou à une semaine qui incite de plus en plus le patronat à payer à l'heure ou à la semaine ses salariés bénéficiant d'un préavis d'un ou trois mois. C'est ainsi que le capitalisme crée des usages qu'ensuite il oppose aux ouvriers et employés en leur déclarant cyniquement qu'ils les ont librement acceptés.

Le délai-congé est un véritable nid à procès. Variant dans l'espace et le temps, on ne sait jamais au juste quel est celui qu'il convient d'appliquer à une profession déterminée, dans un lieu et à une époque donnés. Une des affaires les plus typiques en la matière est certainement celle qui met aux prises l'ouvrier Compain et les Etals. Sautter et Harlé, au sujet de la durée du délai-congé dans les industries métallurgiques de la région parisienne. L'affaire a commencé en septembre 1928 et n'est pas encore terminée. Les deux thèses en présence sont les suivantes :

Le patronat soutient qu'il n'existe pas de délai-congé dans

la métallurgie, qu'en conséquence employeurs et ouvriers peuvent se quitter du jour au lendemain, avec simple préavis donné la veille, une heure avant la fin de la journée.

Les ouvriers et leurs syndicats prétendent qu'il existe dans la métallurgie un délai-congé d'une semaine.

L'affaire débuta en 1928 devant le Conseil de prud'hommes qui, ayant fait sienne la thèse de l'ouvrier Compain, condamna les Etablissements Sautter et Harlé à lui payer une indemnité de délai-congé égale à une semaine d'appointements.

Naturellement, les Etablissements Sautter et Harlé firent appel de la sentence prud'homale. Et, en juillet 1929, Compain vint devant le Tribunal Civil, juge d'appel, qui admit, lui, la thèse patronale :

« Attendu déclare ce jugement qu'il ressort des documents produits au procès et qui émanent du Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, que dans la presque unanimité des diverses professions métallurgiques (97,5 % contre 2,5 %) employant plus de 200.000 ouvriers la rupture de contrat de travail se produit d'heure à heure...

« Que l'acceptation de cet état de choses par les ouvriers, et ce, pendant de nombreuses années, sans protestations de leur part, a eu pour résultat d'abolir l'usage du délai-congé de huit jours et de le remplacer par un autre usage de rupture d'heure à heure, puisque l'accord s'est ainsi fait sur les conditions formulées par les patrons.

« Qu'il y a donc eu là un nouvel usage se substituant à l'ancien... ».

En Cassation, sans prendre partie, la Cour Suprême, par son arrêt du 31 juillet 1930, renvoya l'affaire devant le Tribunal Civil de Versailles, tous droits et moyens des partis réservés.

« Attendu qu'il résulte de ces textes qu'un usage ne peut être modifié que par une pratique librement acceptée par les intéressés ;

« Attendu que le jugement attaqué ne conteste pas que dans l'industrie métallurgique de la région parisienne, un usage constant fixait à une semaine le délai-congé que les parties devaient observer en cas de rupture du contrat ; qu'il refuse cependant d'allouer à Compain, ouvrier congédié par la Société des Etablissements Sautter et Harlé la semaine de salaires qu'il réclamait, en fondant sa décision sur ce motif que l'usage ancien a été abrogé par une pratique nouvelle résultant de règlements d'ateliers pris par les patrons d'une manière unilatérale et généralisée et sous le prétexte que la preuve n'est pas rapportée que les ouvriers se soient opposés à ladite pratique avant la promulgation de la loi du 19 juillet 1928 ;

« Attendu, d'une part, qu'il ne résulte pas de ces motifs que la pratique nouvelle ait été librement et généralement suivie, aussi bien par les ouvriers que par les patrons ;

« Attendu, d'autre part, que le tribunal ne s'explique pas sur la pratique suivie dans les usines où il n'existe pas de règlements d'ateliers ».

Et le Tribunal Civil de Versailles a, lui, en juillet dernier, dans un jugement fortement motivé, adopté la thèse ouvrière :

« Dit qu'il a été bien jugé mal appelé et que le délai-congé en usage dans la métallurgie au moment du congédiement de Compain était le délai de huitaine ;

« En conséquence, condamne Sautter et Harlé à verser à Compain la somme de 288 fr. à titre d'indemnité de préavis ainsi qu'il en avait été décidé par le jugement rendu par le Conseil de prud'hommes le 14 novembre 1928, et frappé d'appel ;

« Condamne Sautter et Harlé en tous les dépens : dit et juge ces derniers mal fondés en leur demande reconventionnelle, les en déboute et les condamne aux entiers dépens ».

L'affaire n'est pas terminée. La décision du Tribunal de Versailles est, en effet, encore susceptible d'un pourvoi en cassation, mais alors la Cour supérieure devra statuer toutes Chambres réunies. Et c'est ce dernier arrêt qui consacrerait définitivement la jurisprudence en la matière.

Ne préjugeons pas de cet arrêt. Mais il est très probable que, finalement, c'est la thèse patronale qui l'emportera, car, dans ces sortes d'affaires, l'expérience prouve que le sentiment de classe du juge est plus fort que son impartialité habituelle. La jurisprudence en matière d'accident du travail le prouve indiscutablement.

CONCLUSION. — Au prolétariat un droit capricieux, incohérent, arbitraire, variant d'un département à l'autre, d'une profession à une autre, d'une heure à une autre parce que coutumier.

A la bourgeoisie un droit fixe, précis, unique, parce qu'écrit. C'est ainsi que le régime capitaliste illustre, juridiquement comme économiquement, ce qu'il nie : la lutte des classes.

MARTHE DUPUY.

AUBERGES DE LA JEUNESSE

D'une lettre de D. Guérin, nous extrayons ces quelques passages que nous croyons utile de porter à la connaissance de nos lecteurs :

Paris, le 24 janvier 1933.

« Je vous serais obligé de porter à la connaissance de votre organisation les faits suivants :

Dimanche dernier 22 janvier a eu lieu, à Paris, une première prise de contact entre adhérents de diverses organisations parisiennes s'intéressant à la question des Auberges de la Jeunesse et susceptibles de devenir des usages de ces auberges dès que celles-ci se développeront en France.

Notre réunion a groupé des représentants de l'Union des Syndicats Confédérés de la Seine et des Jeunesses Ouvrières de cette Union, des Etudiants Socialistes, des Jeunes Campeurs Clichois, des Cyclo-Touristes Perreuxiens, des Campeurs Rouges de la Fédération Sportive du Travail, de l'Union des Sociétés Sportives et Gymniques du Travail, des Amis de l'Enfance Ouvrière, des Amis de la Nature, du Tourist-Club Parisien, de la Fédération Française de Cyclo-Tourisme, du Syndicat National des Instituteurs, des Amis de « Monde », du Club des Jeunes Amitiés Internationales, etc.

Notre travail de propagande et d'action consisterait donc à :

1° Faire comprendre aux adhérents de nos organisations respectives l'utilité des Auberges de la Jeunesse et les décider à adhérer tous individuellement à la Ligue ;

2° Rédiger dans nos journaux ou bulletins des articles sur les Auberges de la Jeunesse ;

3° Projeter devant nos adhérents respectifs un film allemand sur les « Auberges de la Jeunesse », que nous allons faire venir prochainement à Paris et qui sera d'abord présenté — probablement le mercredi 22 février — au cours d'une conférence publique ;

4° Organiser en commun des sorties du dimanche, afin de visiter les quelques Auberges existant déjà (Auberge du « Gui », à Paris ; Auberge de Bierville, près d'Etampes ; Auberge de Saint-Prix, près de Saint-Leu-la-Forêt, etc.) ;

5° Préparer en commun une grande caravane de propagande qui, l'été prochain, inaugurerait le premier itinéraire touristique aménagé par la Ligue des Auberges de la Jeunesse ;

6° Etudier la possibilité de multiplier les Auberges de la Jeunesse dans la Région Parisienne et l'Île-de-France, en faisant appel aux Municipalités, aux bonnes volontés individuelles, etc. ; aider à l'aménagement de certaines Auberges, comme celle de Saint-Prix qui n'est pas entièrement achevée, surveiller et contrôler la tenue (tant au point de vue hygiène que neutralité) des Auberges de la Région Parisienne existantes.

Persuadé que ce programme aura l'approbation de votre organisation, je vous donne rendez-vous à notre seconde réunion, qui aura lieu le dimanche 12 février, à 10 heures du matin, salle du 19, rue Daguerre (14^e), à la suite de laquelle nous nous mettrons immédiatement au travail.

Daniel Guérin, 49, rue du Tapis-Vert, Les Lilas (Seine).



LA CRISE EN FRANCE

I. — COMMERCE EXTERIEUR

Au cours de l'année 1927-28, les exportations diminuèrent de 6,5 % et les importations augmentèrent de 1 %. Parallèlement, la baisse des exportations de produits fabriqués ne fut que de 1,04 % et celle de l'importation des matières premières atteignit à peine 1 %. Et ce qui concerne les importations de produits fabriqués, la variation fut plus sensible : on enregistra une augmentation de 6,8 milliards à 7,9 milliards de francs ; la proportion dans les importations totales devint 14,8 % au lieu de 11,9 % en 1927.

Néanmoins, cette légère transformation dans les rapports entre les exportations et les importations suffit pour renverser le solde de la balance commerciale. De 1923 à 1927, celle-ci avait toujours été créditrice ; la dernière année, l'excédent des exportations sur les importations se montait à environ 2 milliards de francs. L'année 1929 inaugura l'ère de la balance déficitaire, avec un déficit d'ouverture s'élevant, à fin 1928, à 2,07 milliards. L'année suivante, 1928-29, le déficit de la balance commerciale fait un bond énorme de 6,9 milliards et atteint la bagatelle de 8,9 milliards de francs. Mais ceci n'était pas encore de nature à effrayer les industriels français ; exception faite pour l'industrie textile qui, exportatrice pour la moitié de sa production, fut touchée dès le début de la crise. En effet, on remarque que la baisse des exportations s'était ralentie et n'était plus que de 2,7 % au lieu de 6,5 % ; de même, la diminution des exportations des produits fabriqués ne fut que de 2,05 % et, ce qui est à souligner, les importations de matières premières augmentèrent de 6,5 % (pour les importations totales, l'augmentation fut de 8,86 %). La crise qui sévissait déjà très fortement sur le marché mondial fut ainsi, pour un temps, être compensée par un élargissement de la consommation intérieure française.

Comme on pouvait facilement le prévoir, le plafond de la consommation intérieure susceptible de donner un profit « raisonnable » fut bien vite atteint.

D'autre part, la dégringolade des prix sur le marché mondial et la capacité seulement « moyenne » des producteurs français devint bientôt une grande menace pour l'économie française. De plus, les hauts prix que celle-ci pratiquait attirèrent de plus en plus les marchandises étrangères moins chères.

Jusqu'à-là, le déficit de la balance commerciale avait plutôt marqué une reprise des affaires en France, un élargissement de la consommation intérieure. Mais inévitablement, le développement quantitatif du déficit devait amener une transformation qualitative du caractère de la marche des affaires ; c'est-à-dire passer de l'essor à la crise.

De fait, au fur et à mesure que ce déficit provenait, non plus tant de l'accroissement des importations, (8,8 % en 1929,

contre une baisse de 2,7 % des exportations), mais plutôt de la régression des exportations (14,4 % en 1930 contre seulement 9,8 % pour les importations), dans la même mesure se faisait jour l'infériorité de la concurrence des producteurs français à la fois sur le marché mondial et sur leur propre marché, en France, — partant, la pénétration dans ce pays de la crise au mieux dit cette modification des causes du déficit de la balance commerciale révéla une situation de surproduction générale.

En 1930, les exportations de produits fabriqués tombèrent de 14,1 %, résultat de la concurrence sur le marché mondial. Par contre, les importations de ces mêmes produits augmentèrent presque d'autant, 13,1 %, répercussion de la concurrence sur le marché intérieur. Parallèlement, les importations de matières premières cessèrent naturellement de s'accroître et diminuèrent même de 17,6 % par rapport à 1929.

En 1931, ce mouvement de dépression est allé en s'accroissant et la France a

Années	Exportations		Importations		Bal. com.
	milliards de fr.	Différence	milliards fr.	Différence	
1927 ..	55,0	—	52,8	—	+ 2,2
1928 ..	51,4	— 6,5 %	53,4	+ 1,1 %	— 2,0
1929 ..	50,0	— 2,7 %	58,8	+ 8,8 %	— 8,9
1930 ..	42,8	— 14,4 %	52,5	— 9,8 %	— 9,6
1931 ..	30,4	— 29,2 %	42,2	— 19,6 %	— 11,8
1932 ..	19,6	— 35,5 %	29,8	— 29,3 %	— 10,2

Années	Exportat. prod. fabriq.		Importation produits fabriqués	
	milliards de fr.	Différence	milliards de fr.	% des imp. tot.
1927	32,4	—	6,8	11,9 %
1928	32,0	— 1,0 %	7,9	14,8 %
1929	31,4	— 2,0 %	9,9	17,0 %
1930	26,9	— 14,1 %	11,2	21,4 %
1931	18,9	— 29,7 %	9,2	21,8 %
1932	12,2	— 35,4 %	5,6	19,1 %

Années	Importations matières premières	
	milliards	Différence
1927	33,2	—
1928	32,9	— 0,9 %
1929	35,1	+ 6,5 %
1930	28,9	— 17,6 %
1931	19,0	— 34,2 %
1932	13,2	— 30,5 %

pris définitivement sa juste place « moyenne » dans le monde capitaliste en déclin. Les exportations totales ont diminué de 29,2 % et les importations seulement de 19,6 % ; l'on remarque ainsi les mêmes caractéristiques que pour l'année 1930. Le déficit qui est passé de 9,6 milliards à 11,8 milliards de francs provient, contrairement à celui de 1928 ou de 1929, surtout de la diminution considérable des exportations. En 1931, les exportations de produits fabriqués tombent de 29,7 % (14,1 % en 1930) ! Nous sommes loin de la baisse de 2 % de 1929 ! : 40 % de baisse en deux ans. Les importations de matières premières baissent de 34,2 % ; ainsi 35,1 milliards en 1929, 19 milliards en 1931 ! en deux ans, la diminution est de 45,8 % ! Grâce au contingentement et à l'élévation des tarifs douaniers, le rythme des importations de produits manufacturés s'était quelque peu ralenti. D'ailleurs, la capacité d'achat de la population a également très sensiblement diminué : chômage, baisse des salaires, coût de la vie élevé,

etc., ont fait leur apparition en France comme dans tous les autres pays capitalistes. Bref, les importations de produits fabriqués passent de 11,2 à 9,2 milliards, c'est-à-dire un peu moins qu'en 1929, leur proportion dans les importations totales s'est élevée à 21,8 % contre 21,4 % en 1930.

Durant toute l'année 1932, la crise n'a cessé de s'aggraver en France, comme il en a d'ailleurs été à l'échelle mondiale.

Les quelques modifications notées en fin d'année, interrompant la courbe générale descendante, indiquent tout au plus des fluctuations saisonnières. Dans l'ensemble, les exportations et les importations ont encore accéléré leur descente vertigineuse, respectivement de 35,5 % et 29,3 %.

La situation de la France sur le marché mondial devient de plus en plus précaire : ses exportations de produits fabriqués ont diminué de 35,4 % par rapport à 1931. Si par contre, les importations de produits fabriqués ne consti-

DES FAITS

luent plus que 19,1 % au lieu de 21,8 % du total des importations, cela ne prouve absolument pas que les producteurs français gagnent du terrain dans la lutte contre leurs concurrents étrangers sur le marché français. Il faut voir là, au contraire, un signe manifeste de l'appauvrissement continu du consommateur français. En effet, d'un autre côté, les importations de matières nécessaires à l'industrie se sont encore affaïssées de 30,5 % dans l'année, ce qui, parallèlement aux chiffres de la production, montre la continuité de la restriction de la consommation productive de la France, partant, de sa production.

En résumé, si nous comparons les chiffres atteints au cours de l'année écoulée avec ceux de 1929, année-maxima de la production française, nous constatons une baisse en valeur de 60,8 % pour les exportations et de 48,7 % pour les importations. Par rapport à 1913, la diminution en valeur (calculée en francs actuels) est respectivement de plus de 42 % pour les exportations et de 29 % pour les importations.

En ce qui concerne le volume des échanges extérieurs de la France, on constate qu'au cours de 1932, celui-ci ne dépasse plus celui de 1913 que de 6,5 % pour les exportations et de 7,5 % pour les importations !

Cependant un nouveau facteur est apparu au 31 décembre 1932 qui a été présenté par les économistes à la solde du capital comme un bon signe : la diminution du déficit de la balance commerciale de 1,5 milliard environ. Nous pensons, pour notre part, que le solde de la balance commerciale n'indique rien par lui-même si l'on fait abstraction des causes exactes qui déterminent tout d'abord son caractère actif ou passif et ensuite les modifications quantitatives du passif ou de l'actif. Ces modifications, indépendamment du caractère général, passif ou actif, de la balance commerciale, se transforment à un moment déterminé en modifications qualitatives du caractère général de la situation économique d'un pays donné.

En 1928 et 1929, l'augmentation des importations est plus grande que la baisse des exportations : le déficit de la balance commerciale qui se forme alors indique une reprise violente de la production après la crise monétaire de 1926-1927 ; le plafond de la consommation productive sera atteint en 1929.

En 1930, les importations ont cessé d'augmenter et tombent même assez lourdement mais beaucoup moins vite que les exportations : le déficit de la balance commerciale s'accroît encore et marque l'entrée triomphale de la France dans le pétrin mondial.

En 1931, la contraction désespérée des importations est telle qu'elle rattrape presque le rythme de dégringolade des exportations, sans toutefois l'atteindre ; le déficit augmente à nouveau, indiquant que la crise s'amplifie tant en surface qu'en profondeur ; à un tel point que les économistes prétendent que le fond de la crise est atteint.

En 1932, la diminution des importations cette fois dépasse sensiblement celle des exportations : le capitaliste français ne voit d'autre ressource pour arrêter la baisse vertigineuse de ses exportations

CANADA

LE BLE MOINS CHER QUE LA SCIURE DE BOIS. — Winnipeg. — Dans certaines localités, éloignées des stations de chemin de fer, la sciure de bois vaut plus cher que le blé, 40 dollars la tonne contre 7 pour le blé.

Certains fermiers font campagne pour que cette année on ne fasse pas d'ensemencement de printemps.

CHINE

LA PENETRATION BRITANNIQUE EN CHINE. — La maison britannique Benjamin and Potts vient de signer avec le ministre chinois des Finances une convention relative à la reconstitution des régions dévastées de Chapel, Kiangwan et Woosung, et à l'amélioration de la banlieue de Changhaï.

Cette maison accorde à la Chine un crédit de 6 millions de dollars de Changhaï, dont le service sera garanti par les produits des douanes maritimes de Changhaï.

FRANCE

Inhumanité

Est-il vrai que les gendarmes trouvant couché sur la route un vieillard de 62 ans, le traînèrent jusque chez lui, le jetèrent sur son grabat et lui dressèrent procès-verbal pour ivresse.

Or le malheureux avait la jambe cassée. Il resta, dit-on, quatre jours seul, sans que la maréchaussée prévint la famille. Elle se décida pourtant à retourner voir le vieillard par une sorte de remords tardif et peut-être aussi parce qu'il était prouvé qu'il n'avait dépensé que 3 fr., ce qui, on en conviendra, ne peut pas procurer l'ivresse ! Devant l'état de leur victime, les gendarmes prévirent le docteur, mais le malheureux expirait le lendemain.

Le surlendemain arrivait le procès-verbal.

Ainsi sont traités dans notre belle société les pauvres diables.

que de serrer patriotiquement la ceinture de ses sujets ; le déficit de la balance commerciale est sensiblement atténué, mais cela ne provient d'aucune amélioration, au contraire, il est un signe d'impuissance vis-à-vis du marché mondial.

L'atténuation du déficit de la balance commerciale regardée comme résultat synthétique de l'évolution de l'économie française, loin d'inaugurer pour la France l'ère de la reprise si légère soit-elle, annonce plutôt une année 1933 plus « maigre » encore — le Pape lui-même, ce pince-sans-rire, l'a d'ailleurs déjà sanctifiée.

Nous pensons que l'aggravation, certes lente mais sûre, de la situation économique en France se fera au delà même du point où la situation mondiale sera devenue étale.

LEON LIMON.

PAR LA GREVE PERLEE, DES MINEURS ARRACHENT LE RETRAIT DE SANCTIONS

CADOLIVE (Bouches-du-Rhône), 20 janvier. — (Humanité). — Les mineurs du puits Germain, situé à St-Savournin, près de Cadolive, sont depuis de longs mois victimes des brimades des patrons. Ils sont tenus à fournir un rendement toujours plus élevé pour un salaire de 28 fr. 50 centimes par jour pour les ouvriers du fond et 24 francs pour les ouvriers de la surface. D'autre part, ils chôment deux et trois jours par semaine.

Le 17 janvier, douze ouvriers étaient mis à pied pour deux jours sous le prétexte d'insuffisance de rendement.

Apprenant cette nouvelle brimade, tous les mineurs sans exception décidèrent de faire la grève perlée.

Pendant trois jours, les 17, 18 et 19 janvier, toutes les équipes ont diminué leur production de plus de la moitié.

Le deuxième jour de cette grève perlée, l'ingénieur en chef apposa une affiche à la descente du puits demandant aux mineurs de continuer leur travail normalement. Des mesures de compensation seraient prises en faveur des ouvriers mis à pied.

Mais, le même jour, quarante autres ouvriers étaient mis à pied pour un jour.

La grève perlée continua donc avec plus de force. Le rendement diminua encore.

D'autre part, se réunissant au puits, tous les mineurs avaient invité leurs camarades mis à pied à se rendre au travail. Si le patron ne les laissait pas descendre, personne ne descendrait.

Après entente, sur la demande des ouvriers mis à pied les mineurs sont descendus avec le mot d'ordre de diminuer encore la production, ce qui fut fait.

Devant cette réaction de tous, les mineurs avant réalisé leur unité d'action, la direction manœuvra en affichant la fermeture du puits pour le lendemain.

Une délégation se rendit à la direction à Marseille et obtint que les sanctions prises seraient supprimées. Aucune autre sanction ne pourra être prise par les ingénieurs, sans être soumise à la direction.

La direction a téléphoné à la mine pour empêcher le chômage vendredi. Dans chaque commune, la nouvelle de la victoire des mineurs a été publiée.

Par le front unique de lutte et leur solidarité active, les mineurs des mines de Valdons ont fait reculer le patronat et ont fait une brèche sérieuse dans le plan d'attaque de celui-ci.

Cette action est commentée dans toute la région minière et c'est un exemple que les mineurs d'autres puits suivront.

ETATS-UNIS

Le département de l'Agriculture annonce que les salaires aux Etats-Unis ont atteint le niveau le plus bas depuis trente ans. Ils varient entre 60 cents par jour dans certains Etats du Sud et 2 dollars 50 dans les Massachusetts. La moyenne pour le pays entier est de 1 dollar 19.

Dossier des trahisons bourgeoises

Durkheim, sociologue du « statu quo »

Auguste Comte, fondateur du Positivisme et inaugurant une ère nouvelle, prend deux syllabes romaines par ci, deux syllabes grecques par là, forge le mot de « Sociologie », en écorche les oreilles des philologues, l'ajoute à la liste des cinq grandes sciences que l'humanité avait fondées avant lui, développe cette science nouvelle, l'épouse (ou du moins le croit), et décide que, parvenue à ce point du développement des Sciences, la Connaissance a achevé son périple, que la grande aventure humaine est terminée.

En réalité, Auguste Comte, au moment où il trace la dernière ligne de sa « Politique Positive » ne fait que mener la sociologie au terme de sa préhistoire.

L'histoire proprement dite de cette science ne commence qu'avec Emile Durkheim qui a presque fait de son nom le synonyme de sociologie. N'est-ce pas, en fin de compte, à ce Vosgien patient, méthodique, à ce Sysyphé universitaire impérieux et méticuleux, à ce pourfendeur de métaphysiciens et de psychologues, d'une opiniâtreté morne et bureaucratique, que la sociologie orthodoxe et officielle doit la définition de son objet, l'instrument de ses méthodes, l'établissement de ses diverses branches et la claire conscience des fins qu'elle poursuit ?

La science sociologique compte peu d'années mais (à moins de se laisser prendre à ses proclamations de modestie ou à l'apparence d'humbles artisans de science qu'affectent ses serviteurs), son orgueil est immense : elle ne vise rien moins qu'à être une explication globale, totale, exclusive de l'homme et de tout ce qui le concerne. Ainsi l'Eglise, qu'elle soit de Christ ou de Moloch : chacun de ses prêtres, pris en particulier est un ange d'effacement et d'humilité ; prise dans son ensemble, c'est un impérialisme dévorant, aux appétits sans limites, qui délègue un Torquemada pour brûler tout ce qui n'est pas elle.

L'Eglise sociologique a, elle aussi, sa flèche gothique qui s'élançait droit dans le ciel, moins comme une prière à Dieu que comme un défi à la Terre.

Tout le monde a plus ou moins entendu parler de ce que l'on désignait aux alentours de 1910, sous l'appellation de « Nouvelle Sorbonne ». L'autre Sorbonne, la vraie, la séculaire, n'était plus qu'une vieille matrone aux chairs flasques, vivant des souvenirs de sa glorieuse jeunesse de théologienne, de son éblouissante maturité de métaphysicienne ; et celle qui, jadis toute-puissante, avait pu griller autant d'hérétiques qu'il plaisait à son pieux sadisme, celle qui avait persécuté Descartes jusqu'à le faire fuir en Hollande et fait peur à Voltaire lui-même, en était réduite à remâcher de son ratelier ébréché quelques formules de philosophie générale, à embrasser de maigres querelles, et sans gloire, de grammaire et de philologie.

Dans cette forteresse démantibulée, Durkheim qui avait donné le jour à la science sociale, quelques années auparavant, dans la Faculté des Lettres de Bordeaux, n'eut pas de peine à s'installer en maître, lui et ses jeunes troupes, la sociologie faisant, en l'occurrence, office de cheval de Troie. On ne s'aperçut pas tout de suite, de la transformation radicale qui venait de s'effectuer dans la vénérable Faculté, mais ce fut bientôt une belle panique dans le camp des vieilles barbes. Adieu les petits gloussements de volupté des hôtes de l'antique maison aventurant leurs doigts paillardés dans les jupons de la syntaxe. Adieu les solutions pompeuses et d'autant plus vides données aux tenaces problèmes de l'Homme, de son Origine et de sa Fin. Durkheim, héri-

tier de Comte est descendu sur la Sorbonne pour accomplir, lui aussi les Ecritures. Il souffle sur les poussières, disperse les miasmes, ouvre toutes grandes les portes et les fenêtres, et bousculant sans s'excuser philosophes, philologues, historiens, linguistes, proclame du haut de sa chaire : la Philologie, c'est moi ; la Philosophie, c'est moi ; l'Histoire, c'est encore moi ! La sociologie est tout cela à la fois. Religion, droit, politique, criminologie, statistique, économie, art, technique, langage, tout cela relève désormais de la sociologie et se range sous ses lois. Et Durkheim ajoute, paroles historiques et authentiques, celles-là : « Dans trois ans, nous aurons une Morale. »

Une Morale !

Ce que la Philosophie et la Métaphysique, malgré les Platon et les Zenon, malgré les Spinoza et les Kant n'avaient pu établir d'une manière définitive en trente siècles, Durkheim et ses missionnaires prétendaient le réaliser en trois ans.

La présomption n'était pas mince !

Une Morale, une Ethique, tout le problème humain résolu, d'un coup... Restait à savoir quelle était cette fameuse morale que la secte durkheimienne et ses fantastiques docteurs allaient proposer au monde.

Oui, laquelle ?

Avant d'entrer plus avant dans le détail de cet événement sensationnel, et de l'étudier par le dedans, demandons-nous un peu quel accueil les Pouvoirs publics, l'Etat bourgeois, firent à ce nouvel Evangile. Voici, en quels termes, M. Jules Steeg, parlant au Congrès de la Ligue de l'Enseignement, l'apprécie : « Dans le tumulte des passions, dans le conflit des intérêts, la nouvelle Sorbonne apparaît comme un sanctuaire de paix. Elle est une force du Progrès humain ; elle fortifie la solidarité des générations successives. »

Souhaiter plus triomphant accueil, c'eût été se montrer bien difficile. Aussi, comme le pouvoir spirituel — et l'Eglise chrétienne en sait quelque chose — ne va jamais sans une de ces consécérations matérielles que ne regardent personne, et qu'on serait bien sot (je vous demande un peu !) d'aller dédaigner, nos sociologues, avec un appétit qui fait plaisir à voir, tandis qu'ils s'occupent d'un côté de sauver l'Etat et la Société, entreprennent de l'autre de râfler les chaires, d'envahir les salons, de gouverner les Académies et de monter négligemment à l'assaut des honneurs et des prébendes que dispense désormais à ces grands hommes la patrie reconnaissante !

En tout cas, et dès avant tout examen, cette réception trop chaleureuse ne peut pas ne pas sembler suspecte, ne serait-ce qu'à considérer ce « Fortifie la solidarité des générations successives », petit bout de phrase qui vaut bien à lui seul un long poème...

Examinons encore un moment du dehors, et cette fois sous le plus violent éclairage que la contingence des événements ait jamais projeté sur elle, cette sociologie durkheimienne et son chef.

Nous sommes en 1915. C'est la guerre. C'est l'année où l'on s'aperçoit que les hostilités n'ont pas duré trois mois ni six comme on l'avait espéré ou laissé croire... C'est l'année des Eparges et de la grande offensive d'Artois et de Champagne.

A Paris, académiciens, grands universitaires, écrivains, Tyrées en bonnet de nuit, travaillent entre leur tisane et leur bouil-

lote à maintenir haut et ferme le moral de la nation, à envoyer avec extase la jeunesse du monde au carnage.

Les Annales de la guerre trouveront Emile Durkheim, infatigable pontife qu'aucun doute ne parvient à déchirer jamais, attelé à cette besogne-là, au premier rang de ces hommes qui se sont donné pour mission, par un abus constant de leur prestige d'hommes de science et de leur réputation d'objectivité, de retrouver l'Histoire. Or, la Librairie Armand Colin a entrepris la publication d'une série d'études et documents sur la Guerre. Un comité de publication s'est constitué sous la présidence d'Ernest Lavisse, membre de l'Académie française et directeur de l'École Normale Supérieure. On y trouve les noms de Charles Andler, de Joseph Bédier, d'Emile Boutroux, de Gustave Lanson, de Charles Seignobos, d'André Weiss, d'Ernest Denis et de Jacques Hadamard, tous universitaires réputés, philosophes célèbres ou savants académiciens, — d'Henri Bergson aussi dont la métaphysique, malgré ses envolées solitaires dans le firmament de l'intuitionnisme, s'est trouvée servir tour à tour, comme par hasard et à merveille, soit le Sabre, soit le Goupillon. Quant à Emile Durkheim, c'est lui que cet impressionnant Comité a choisi pour être son secrétaire, c'est à lui qu'à ce titre toutes les communications seront adressées, à savoir au numéro 4 de l'Avenue d'Orléans, à Paris.

Et chacun d'y aller de sa petite brochure sur le Pangermanisme, la barbarie allemande, les responsabilités de guerre. Durkheim n'est pas le moins fécond ni le moins péremptoire. Il signe, entre autres, deux brochures dont l'une s'intitule : « Qui a voulu la guerre ? » et où l'on trouve sur la culpabilité de l'Allemagne des formules dans le goût de celle-ci : « Tout LA prouve et rien ne l'infirmé ni ne l'atténue. » Quelques sous-titres en synthétisent l'esprit : Attitude fuyante de l'Allemagne ; — Attitude singulière de l'Allemagne ; — Le Pharisaisme de l'Allemagne. La seconde a pour titre : « L'Allemagne au-dessus de tout », et nous y voyons Durkheim le scientifique, Durkheim le rigoureux, l'homme qui entend qu'on ne plaisante pas avec les règles de la méthode sociologique, se livrer à ce procédé grossier et d'ailleurs mensonger qui consiste à vouloir pénétrer la mentalité d'un peuple de soixante millions d'âmes à travers l'œuvre d'un certain professeur Treitschke. Ce Machiavel prus-

sien, prenant pour modèle le Chancelier de Fer, comme le Machiavel italien, dans son livre célèbre, l'avait fait du monstrueux César Borgia, prétendait présenter un raccourci de l'impérialisme germanique : Etat au-dessus de la Morale, — Etat au-dessus des lois, — Guerre systématiquement inhumaine Et Durkheim de pointer un index hypocrite sur cet impérialisme comme si ce n'était pas là la formule de tous les impérialismes, qu'ils soient prussien, français ou américain.

Voilà donc à quel travail se livre en l'an de grâce 1915, notre messie de la « Nouvelle Sorbonne », le Pape de la sociologie française.

Il est temps, connaissant mieux le personnage, d'examiner d'un peu près maintenant, pour le compte du Proletariat, ce qu'est exactement sa Sociologie, quel en est l'esprit, ce qu'en vaut l'aune et comment, au besoin d'émancipation des masses et à la question de l'établissement d'une future société socialiste, il oppose une réponse tantôt cynique, tantôt fuyante, toujours équivoque, grosse, on peut le dire tout de suite, de toutes les trahisons.

Pratiquement, Durkheim fonde donc la Sociologie qui, son objet à peine défini, ses méthodes seulement esquissées, s'avère et se proclame en lutte ouverte avec la psychologie, avec la philosophie, avec l'histoire. Non pas qu'il soit question de les supplanter et de les diminuer.

Non.

Plus exactement il s'agit de les absorber et de les digérer intégralement. Qu'est-ce, après tout que l'Histoire ? Peu de chose : des anecdotes reliées entre elles par un déterminisme fantaisiste, s'essouffant stérilement à travers le labyrinthe des effets et des causes.

La Philosophie ? Une succession de faillites ; quelques dizaines de châteaux de cartes piteusement écroulés.

La Psychologie ? Elle ne figure même pas dans la classification des sciences de Comte, et son dernier avocat notoire, Gabriel Tarde, oppose une résistance héroïque mais vaine au flot d'assaillants décidés à faire triompher coûte que coûte l'impérialisme sociologique.

On sait que le fondateur du Positivisme avait lui-même caractérisé la Sociologie la science des faits sociaux. Dans les « Règles de la Méthode Sociologique » et la « Division du Travail social », Durkheim entreprend de définir ce que c'est exactement qu'un « fait social ». C'est aussi bien un rite apparemment insignifiant comme le baise-main où l'heure des repas, qu'un monument juridique, une institution politique ou économique, tels que le Parlement, l'École, le Papier-Monnaie. Mais, l'important, ce n'est point de dresser une liste des Faits sociaux, quelque complète qu'on puisse l'espérer. L'important est avant tout et surtout de dégager et souligner ce que ces Faits sociaux ont de spécifique, c'est-à-dire de singulier et d'original, en un mot, d'irréductible aux Faits proprement historiques, psychologiques ou économiques : ce sont avant tout des *modes d'action*, des *formes de pensée*, des *manières de sentir*, dont l'existence n'a aucunement pour siège les consciences individuelles, par conséquent extérieurs aux individus, antérieurs à eux, postérieurs à eux et comme diraient les théologiens parlant de Dieu, transcendants à l'Homme.

La société, siège des Faits sociaux, n'est donc pas pour Durkheim la *Somme* des individus et des manifestations psychologiques propres à chacun d'eux, mais une *Synthèse* de ces individus, un élément nouveau, inattendu, imprévisible, possédant des caractéristiques absolument nouvelles que l'on tenterait en vain de déterminer à l'avance en partant des forces individuelles. quand bien même, dans cette induction ne serait pas négligée la moindre donnée, ne serait pas omise la moindre individualité.

Ici transparait le caractère vaguement extra-humain du Fait social qui lui confère cet aspect de majesté et d'inaccessibilité ouvrant toute grande une porte nouvelle à une manière d'inquiétude religieuse ; — ce qui fit accuser Durkheim de livrer l'individu au plus redoutable des dieux et au plus moderne : le *Social*.



Durkheim s'en est défendu ; ses disciples après lui ont construit des montagnes de raisonnements pour rassurer tout le monde, et bien que cette querelle soit considérée par eux comme surannée et définitivement réglée, il n'en reste pas moins que cette transcendance du Social par rapport à l'individu demeure quelque chose d'inquiétant pour la raison comme pour l'imagination, et que tous les plus beaux raisonnements du monde ne réussiront jamais à la complètement dissiper.

Nous parlons d'inquiétude religieuse (au sens large et très général de ce terme), et on pourrait ici en rire, en rappelant que la Sociologie a réduit à néant toutes les religions, en en faisant des « choses », des simples « faits sociaux » que l'on peut à loisir toucher, explorer, démonter.

Certes, on ne peut pas nier que l'un des efforts les plus remarquables et d'un des plus féconds de la sociologie durkheimienne a précisément consisté à dénoncer l'origine purement sociale du sentiment religieux et à nous révéler toute la série de phénomènes de *syncretisme, d'intégration, de constitution des dogmes, de déclin* enfin, par lesquels passe toute religion. La Sociologie a prouvé, d'une manière qui semble aujourd'hui décisive que la religion est un produit de la société, qu'à chaque nature de groupement social correspondent des formes de croyances strictement déterminées. En sorte qu'elle a réussi une manière d'exorcisme : celui qui a consisté à faire descendre des cimes théologiques sur la plaine sociologique religion et sentiment religieux. Mais, ce n'est là en réalité qu'un premier stade d'exorcisme, et il est arbitraire, en tout cas dangereux, de l'arrêter au Corps Social. Au-dessous de lui, ou plutôt en lui, résident les réalités suprêmes : les individus concrets, d'os et de chair. Et nous apercevons autant de distance à parcourir des Dieux au Corps social que du Corps social aux Consciences individuelles. Le véritable, le dernier linceul où doivent dormir les Dieux morts, ce sont ces consciences individuelles, non la société, sous peine de sauver le sentiment religieux tout entier, et croyant l'avoir supprimé, n'avoir fait que le transposer sur un autre plan.

On peut donc accuser la sociologie de Durkheim, bien qu'elle ait réussi une assez belle hécatombe de Dieux, de n'avoir pas dissipé pour autant le sentiment religieux. Reste à savoir si ce sentiment religieux, canalisé vers l'Organisation Sociale, de manière à la faire adorer ou au moins respecter, ne devait pas servir à quelqu'un ou à quelque chose, ce quelque chose étant une classe, et, disons-le : la Bourgeoisie.

Le point le plus caractéristique de la méthode Durkheimienne confirme assez cette assertion :

Le « Fait Social » y est-il dit en substance, exige de la part du sociologue, une attitude scientifique, c'est-à-dire qu'il doit être considéré comme une chose, et cependant *il n'est pas une chose*. On touche ici du doigt le mouvement de silhouette apparaissant et disparaissant que Durkheim imprime par là au Fait Social : pour ce qui est de le contempler et de l'observer, *il est une chose* ; pour ce qui est d'y toucher, d'y porter la main, *il n'en est plus une*.

On voit assez clairement, en vérité, de quoi il retourne !

Attitude scientifique tant qu'on voudra, s'il s'agit de contempler le Fait Social, d'en rechercher les lois, d'en dégager les obligations ! Mais y toucher, voilà qui n'est plus scientifique.

On voit la pente : puisqu'il ne saurait être question d'intervenir, il ne reste qu'une alternative : *Justifier*. Ainsi s'intronise la justification avec tout son cortège d'obligations, de consentements, de conformisme, et, au besoin, de contraintes. Par la petite porte dérobée de la prétendue objectivité scientifique, s'introduit subrepticement le Conservatisme social qui, une fois dans la place, préférera y crever plutôt que d'en déloger.

« Qui dit social, dit obligatoire », écrit M. Georges Davy, l'un des disciples de Durkheim de la première heure. Est-ce assez clair ? Et, c'est au nom de ce dogme que les agents de l'Ordre, qu'ils soient sociologues ou sergents de ville, porteront la terreur dans le camp des rebelles par la honte ou par le gourdin.

Décidément, Durkheim — c'est une question que l'on peut se poser sans être forcément un imbécile — obéissait peut-être

bien moins à des besoins de fringale scientifique qu'à d'impérieuses nécessités de police.

Non pas ?

Mais alors, pourquoi ce Monsieur Durkheim qui se réclame d'Auguste Comte, trahit-il Auguste Comte sur un point capital de son enseignement ? L'ancêtre positiviste avait divisé la sociologie en deux branches bien distinctes : la *Statique Sociale*, science des faits sociaux considérés à l'état immobile, dans le strict présent, en dehors de toute évolution ; — la *Dynamique Sociale*, science de l'évolution sociale et aussi, ce n'est pas forcer la définition, des révolutions sociales. Mais, Comte avait proclamé en toutes lettres que de la Statique et de la Dynamique, c'était cette dernière qui devait être considérée comme de beaucoup la plus importante des deux.

Or, que fait Monsieur Durkheim (imitant en cela il est vrai l'Auguste Comte du « Catéchisme positiviste qui lui montre le chemin de sa propre contradiction), il retourne à son tour cette situation. La Statique sociale, sous sa main grandit, s'enfle, prend des proportions démesurées, pendant que la Dynamique, qu'il flaire dangereuse, s'anémie et végète misérablement. De là, une préférence marquée pour les pièces de musée sur les réalités vivantes, lourdes d'éclatements virtuels. Et, sous prétexte, qu'en sociologie « le moindre problème est un monde », c'est une course effrénée à travers des pays inconnus, sur des routes jamais foulées, courant sans perdre haleine de Malaisie en Papouasie, en contournant l'Australasie pour aller collectionner des rites de Nyams-Nyams, des mœurs de Bororos et des pratiques d'Araras.

Et cela pour tenter d'expliquer d'abord, de guérir ensuite dans un avenir problématique, des maux qui s'acharnent, quotidiens et tenaces, à un rythme de sauterelles, sur le monde Occidental.

Et alors, à ce point de notre analyse, point n'est besoin d'être sorcier pour imaginer quelle sera l'attitude de Durkheim en face du socialisme et des problèmes immédiats et poignants qu'il pose à ce même monde occidental, qui a réussi à capitaliser le monde entier, le monde tout court.

Avez-vous vu un médecin alléliste traitant d'un fou, qu'il soit doux ou furieux ? Il ne lui viendrait jamais à l'idée, si le fou insulte, de relever ses insultes ; si le fou déraisonne, de lui faire des démonstrations logiques. Pendant que le malade tempête, proteste, réclame, dénonce, prouve, menace, notre médecin fâte le pouls, dresse des courbes, compare des données, et, tout en accumulant des observations sur un plan que le malade ne soupçonne même pas (le plan scientifique), médite sur un traitement où brandit la camisole.

C'est exactement l'attitude de Durkheim à l'endroit des socialistes. « La boisson réclamée par le fiévreux n'est pas celle qui lui convient », fait-il finement observer. Pour lui, le Socialisme n'est pas une science, mais un phénomène morbide, ou selon son mot favori, une chose. Il le soupçonne de n'être qu'un « cri de détresse collectif, lequel d'ailleurs est une simple réédition, une variante tout au plus des plaintes que les misérables de toutes les époques et de toutes les sociétés ont fait entendre des éternelles revendications des pauvres contre les riches ». Et il ajoute, avec une touchante résignation qu'en ce cas « on sera porté à croire que les tendances du Socialisme ne peuvent pas plus aboutir que la misère humaine ne peut finir. »

Telle est l'« attitude scientifique » de Durkheim, odieuse et scandaleuse entre toutes. Les réfutations doctrinales dirigées contre Saint-Simon, Fourier, Marx ? Juste bon pour les naïfs qui croient devoir considérer Marxisme, Fourierisme et Saint-Simonisme autrement que comme des murmures, des rumeurs, des cris à aligner sur la liste des symptômes de la grande et malheureusement incurable maladie socialiste.

Tenter d'atteindre ainsi le socialisme « par le dedans », de le ramener à un cas clinique, cela suffit, pensons-nous, à faire de Durkheim l'un des plus roués d'entre les plus roués suppôts de Bourgeoisie, à dresser en face du Prolétariat l'un de ses plus mortels ennemis.

HENRY-LECONTE.

VERS UN THÉÂTRE OUVRIER

du chœur parlé à la scène chorale

Nous avons dit que nos études porteraient notamment sur :

a) Recherche des formes d'expression les plus aptes à propager l'idée et à déterminer l'action révolutionnaires ;

b) Substitution de la notion collective à la notion individualiste, sans rupture brutale.

Tenons-nous en à ces deux premiers points.

Le chœur parlé est probablement la forme la plus ancienne de l'expression dramatique.

Longtemps avant la naissance de la tragédie, à laquelle le chœur a servi de berceau, des hommes s'assemblaient pour clamer ensemble, en phrases rythmées et sonores, telles aventures, tels événements, le plus souvent heureux, parfois malheureux, intéressant la vie de la cité.

Peu à peu, l'animateur du chœur, l'homme « doué » ou audacieux, devient le soliste et le chef : il se hausse sur une sorte d'estrade. Il est bientôt (peut-être un siècle après) rejoint par deux autres solistes, ceux qu'on appelle les protagonistes du Drame. Car le drame vient de naître. Et dès qu'il le pourra, il réduira le rôle du chœur à celui de comparse, lui laissant désormais l'unique mission de commenter l'action « scénique » — établissant ainsi la liaison entre ces « demi-dieux » que sont devenus les protagonistes — et la masse. (Le mot est exact : certains théâtres de l'ancienne Grèce pouvaient recevoir jusqu'à 50.000 spectateurs).

Quelle forme dramatique connue pouvait, mieux que le chœur parlé, convenir à un théâtre prolétarien, composé de camarades plus décidés que « doués », et destiné au rôle de propagandiste ?...

En effet, le chœur parlé a, dès l'abord, conquis la sympathie des auditoires prolétariens, et réussi à employer du premier coup toutes les bonnes volontés.

Ce dernier avantage est le plus tangible : quiconque possède la faculté de s'exprimer à haute voix et est animé de foi révolutionnaire, de patience et de bonne volonté, est un élément immédiatement utilisable dans un chœur parlé prolétarien.

Le chœur proprement dit est une des bases du théâtre révolutionnaire. Pour atteindre à l'expression prolétarienne parfaite, il est nécessaire d'utiliser cet étalon, d'en accepter la sécheresse, le mécanisme (et les surprises...) parce qu'il constitue l'élémentaire préparation à une action dramatique collective plus entière.

Mais il ne porte en lui que trop peu de qualités récréatives. Il n'est tout de même qu'un fœtus « spectaculaire ». En tant que méthode, tremplin et pivot des divers travaux de la scène, il demeurera nécessaire.

En tant qu'élément majeur de *spectacle*, il est insuffisant.

Maintenir strictement en l'état le chœur parlé primaire serait courir le risque d'une désaffection rapide du public prolétarien. Il faut donc l'élargir. Mais là se multiplient les difficultés et apparaît plus impérieusement encore la nécessité du *travail*.

Le théâtre ouvrier utilisera le chœur parlé d'une autre façon (il y en a tant !) sans l'abandonner — ou bien il reviendra à l'anarchie et à la médiocrité.

Mais encore, faut-il, avant d'adopter les variantes qu'il offre, extraire de lui-même tout le profit compatible avec les possibilités prolétariennes.

On n'a pas « fait » du chœur parlé parce qu'on a dit un texte à 12, 15 ou 20 voix... Encore moins a-t-on épuisé ses ressources en puissance et en évocation de vie socialiste.

Il ne suffit pas de s'assembler devant un public pour produire de la puissance, créer une atmosphère collective, bouillonnante.

Cette puissance collective, cette atmosphère collective — que l'on attend d'abord du chœur parlé — sont produites par l'unisson et la vie de l'interprétation.

Selon que l'unisson sera plus soigné, la puissance se dégagera plus amplement.

Le mariage harmonique des timbres peut être pauvre, mais il n'a pas le droit d'être boiteux, sous peine de voir le texte se distendre, le rythme se briser, la « musique » disparaître. (Outre les efforts que cela impose au public déjà surpris, pour distinguer les mots et en suivre l'enchaînement, efforts qui ruinent toute ambiance dramatique.)

Mais, l'unisson n'est pas seulement indispensable aux voix. Il l'est autant aux corps.

Le nombre de gestes et attitudes *collectifs* est très limité. Ne nous en plaignons pas.

Combien est plus impressionnant un ensemble immobile et discret, au lieu d'une multitude de gestes sans cohésion — sans « foi », sans énergie ou faussement trépidants, qui feraient croire que les exécutants s'embêtent ou sont désabusés, puisqu'ils sont rares et difficiles, et exigent la même perfection que l'unisson vocal, soyons économes de gestes et attitudes collectifs.

(Et nous ne parlons pas de la nécessaire rigueur d'une discipline scénique qui doit exclure de l'unité collective les mille petits riens individuels depuis le grattement de nez jusqu'à l'avachissement le long d'un portant ou d'un décor... tous ces « impondérables » dont souffre confusément mais sûrement le public ouvrier.)

Sans unisson vocal et visuel, le nombre n'est qu'un grand corps flasque et déséquilibré qui ne peut tenir momentanément debout que grâce à un surcroît de *vie*.

Mais, prenons garde ! C'est là une qualité qui n'encombre pas nos groupes ouvriers et qui est tout aussi difficile à restituer à nos interprétations.

En effet, séduit par la richesse et la nouveauté de cette forme dramatique, le choriste, s'il est lui-même « neuf » dans la pratique du théâtre, inclinera à mécaniser à outrance. Et il s'y livrera avec d'autant moins de retenue qu'il est le plus souvent dépourvu de tempérament-acteur (de vie scénique) et qu'il se croit encouragé par une inexacte compréhension de la « stylisation » opposée au « naturalisme ».

Et, cet excès de mécanisation se développera toujours au détriment de l'expression *humaine* qui sera, si l'on n'y prend garde, finalement détrônée par une mauvaise machine-à-parler-ensemble. Le rythme, mal digéré, tuera la vie qu'il a mission de renforcer.

Le collectif doit être bien ordonné et soumis aux lois de l'unité comme à celles de l'expression vivante. L'alternance des voix, la répétition des mots forts, les oppositions d'idées ou de sonorités, la gesticulation et l'utilisation de l'espace, ne constituent que les auxiliaires indispensables du chœur. Ils sont impuissants à le faire vivre seul et ne doivent se développer qu'en fonction de l'unité de rythme et de vie.

Sans interprétation *vivante* et sans unisson vocal et visuel, il ne reste donc du chœur qu'une caricature chaotique, sèche, inattachante — aggravée par le nombre.

Voyons maintenant le texte et son expression propre.

Quand on monte un chœur parlé, on se dit :

« D'abord un texte. Un texte qui nous change des vaines déclarations sentimentales et de l'académisme des dialogues. Un texte qui aille droit aux tripes en illustrant les solutions marxistes. Un texte enfin qui soit une action revendicative, belliqueuse toujours, idéaliste jamais.

Ensuite, l'expression. Là du bruit, un ton sans cesse nerveux et menaçant, émanant de faces tordues par la souffrance. (Et quand pour la défendre, on évoque la vie en U.R.S.S. — on conserve les mêmes traits !...)

Avec ces éléments, on va pouvoir secouer l'apathie des foules, les radicaliser jusque dans leur plaisir, jusque dans ce qui leur reste d'intimité inaccessible à l'action directe. »

Les premières conditions recherchées pour le texte sont indispensables. Elles ne sont pas suffisantes. Aux qualités de justesse politique, il faut allier les qualités de justesse spectaculaire.

Sur ce terrain, la première tâche qui s'impose est de trouver ou de confectionner un texte « parlant », c'est-à-dire convenant au langage et non à la lecture ;

Ce texte est sonore, d'une prononciation aisée, sans grandiloquence ni familiarité gratuite ; il est direct, clair, insinuant avec mesure.

Il est d'autant plus « parlant » qu'il doit être dit par moins de voix — et d'autant plus musical et rythmé qu'il est articulé par un plus grand nombre de voix.

Il évoque plus qu'il ne démontre. Il parle presque autant par le son et le rythme, que par le sens des mots.

Son découpage doit être fait :

1°) En raison des effets d'ordre politique et dramatique à souligner (qui se produisent aussi bien par une diminution qu'une augmentation).

2°) En fonction des types de voix, de tempéraments et d'aspects physiques qui composent la troupe.

3°) En considération du lieu : (salle fermée, plein air, etc...)

Il est dangereux de préférer systématiquement et exclusivement le texte fort. Il en découle fatalement une lourdeur et une indicible monotonie. Rien ne met mieux en valeur un mot plein de sens et sonnant l'acier, qu'un autre à côté, sourd et discret, qui facilite d'autant plus l'enchaînement et l'articulation du second qu'il a moins de relief.

Réunir en vingt lignes côte à côte les mots les plus frappants du vocabulaire révolutionnaire serait fatiguer l'esprit de l'auditeur. Et sans aucun profit, car s'il est fatigué, il subit et ne participe pas.

L'expression propre du texte est fonction de la construction de celui-ci. A texte lourd : expression lourde.

L'abus du bruit, de la familiarité gratuite, de la nervosité pénible et de l'impératif tapageur n'est pas préférable au sentimentalisme anémique pleurnichard. Mais, outre cela, il faut laisser

au spectateur ouvrier la possibilité de bien mâcher ce qu'on lui sert, afin qu'il le digère mieux.

Et puis, il vient toujours nous voir pour se distraire. Se persuader d'autre chose ne servirait qu'à s'éloigner de lui et à l'éloigner de nous. Qu'on ne manque pas une occasion de lui ouvrir les yeux et l'esprit, de développer son sens de classe en le distrayant, ceci est notre premier devoir.

Mais, qu'on réponde à son besoin de délassément, d'horizon et de rire par une avalanche de coups droits au cœur, à l'estomac et à l'arcade sourcilière, voilà qui est évidemment surestimer la capacité de résistance des hommes.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce point. Contentons-nous aujourd'hui de défendre le chœur parlé contre des assauts irréfléchis.

Un groupe qui naît ou se régénère devrait s'imposer le chœur parlé durant le premier temps de son activité. Parce qu'il n'est pas de plus sûr étalon, de meilleure base à l'éducation collective des exécutants. Mais, dès que l'esprit collectif s'est implanté dans le groupe, dès que le contact est établi solidement entre la troupe et le public et que le travail a « pris la forme », il doit progressivement élargir la formule, en huiler les rouages.

Il doit aussi l'aérer par une action moins figée, par des syllabes et sonorités moins mécaniques, par une utilisation de plus en plus ample du lieu scénique, — même si ce lieu est la plateforme d'un camion, l'encoignure de deux rues, le sombre réduit d'une cour d'immeuble.

Mais, en tout cas, et quel que soit son degré d'évolution, la qualité du texte et de l'expression peut seule permettre une influence énorme au théâtre ouvrier, auxiliaire puissant des luttes révolutionnaires.

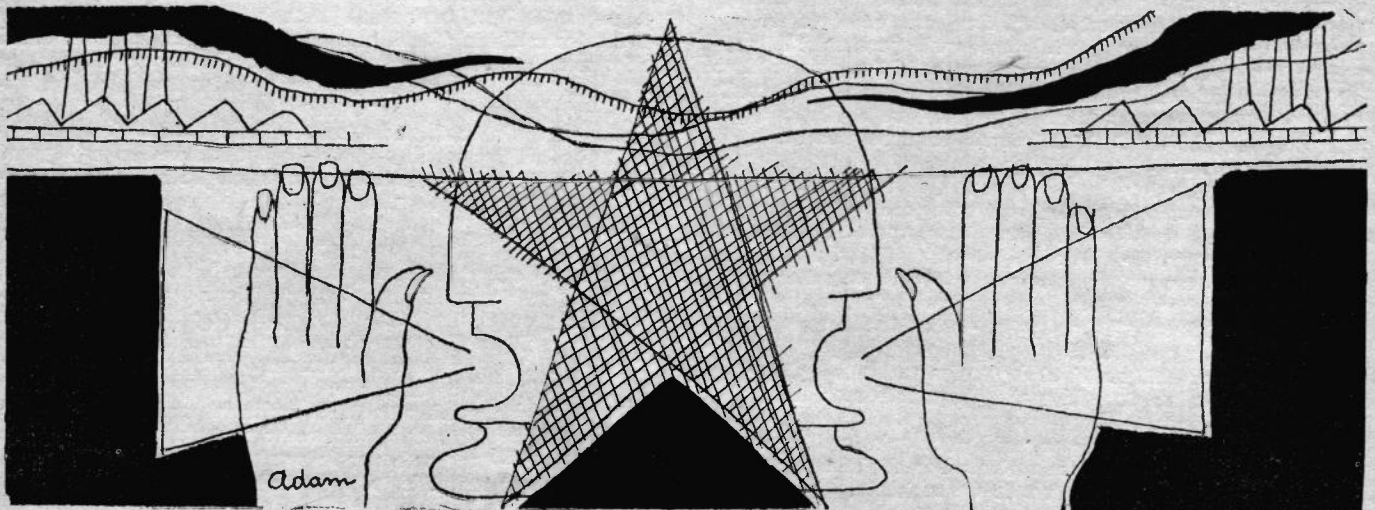
La « scène chorale » constitue la deuxième étape de l'acheminement vers un théâtre prolétarien d'action et de propagande, qui doit être un théâtre de masses, de fresques larges et d'humanité à l'emporte-pièces.

Certes, elle est plus capricieuse, plus rebelle, aux sonorités non étudiées, plus exigeante de rythmes, plus délicate au « découpage ». Et elle impose davantage de préparation et d'attention soutenue des interprètes acteurs.

Mais aussi, elle est plus scénique, plus attachante, moins indigeste pour l'auditoire parce que plus riche encore de nuances, de variété et d'action. Enfin, elle est plus vivante.

Cette deuxième étape n'est évidemment pas le dernier mot du théâtre ouvrier. Au fur et à mesure de l'assimilation du mécanisme collectif, elle doit élargir le champ d'activité du pur chœur parlé. Elle doit nous rapprocher progressivement des nécessités scéniques, en même temps que des battements de cœur du prolétariat.

Roger LEGRIS.



QUELQUES SPECTACLES DE LA F.T.O.F.

Bougre de NHA-Qué

par la Phalange-Théâtre

La pièce à voir. Une des premières pièces révolutionnaires montées par un groupe de la F. T. O. F.

Elle nous montre sous un jour cru le vandalisme et le cynisme des exploités coloniaux, et la vaillance et la volonté tenace de nos frères de couleur dans leur lutte difficile contre l'oppression sanguinaire du capitul en pays exotiques.

Cette pièce doit bénéficier d'une large publicité dans tous les milieux prolétaires.

Ses quelques faiblesses sont secondaires parce que ne relevant que de la pure technique. Nous ne les signalons brièvement ici que pour autant que les camarades de ce groupe en voudront tenir compte, afin d'augmenter la portée politique de leur bel effort.

1° L'interprétation, quelquefois figée, souffre un peu du mal de la facilité. Techniquement, l'enthousiasme et la bonne volonté ne sont pas judicieusement dirigés. Les éléments de drame qui pullulent s'en trouvent insuffisamment exploités, et l'esprit de ce drame ne ressort qu'incomplètement, avec une acuité émoussée.

Les interprètes ne relevant pas le ton aux reprises, « n'allouant » pas leurs répliques au lieu de les enchaîner mécaniquement, le « mouvement » dramatique déjà faible — particulièrement au 2^e acte — tombe. Il ne s'agit pas de donner plus de voix, ni de faire plus de gestes, mais seulement de mettre « l'accent » d'élever le diapason aux débuts de répliques et surtout de jouer plus avec les tripes, de penser et de vivre toujours la situation, même dans les silences, en particulier au cours des scènes sombres et des « monologues ».

2° La vérité de certains symboles ne suffit pas à les rendre internationalement sensibles. Exemple: la sortie rituelle, muette, avec le poignard, étant traitée avec plus de souci de vérité symbolique « raciale » que de sens « humain » et d'opportunité dramatique, en devient gratuite, alors qu'elle pourrait être éloquentes ;

3° La mise en scène gagne toujours à être réglée de loin, afin d'éviter le fouillis, de maintenir l'équilibre et l'unité des éléments, et de voir et entendre en spectateur ;

4° Enfin, des petits discours mis bout à bout ne remplacent pas le dialogue scénique indispensable au théâtre. Il eut été nécessaire d'adapter davantage l'écriture aux nécessités théâtrales élémentaires: entrées, sorties, évolutions, intrigue, résolutions dramatiques etc...

Mais tout ce'a est assez peu de chose, et la présentation reste bonne, dans l'ensemble.

Félicitons donc vivement les camarades de la Phalange-Théâtre pour leur bel effort, et conseillons à l'auteur de ne pas s'en tenir là. Il a déjà le sens général du le « métier ».

La bataille de Fontenoy

par le groupe Octobre

On ne sait si l'on doit plus applaudir au charme visuel, ou à l'esprit de l'œuvre, ou à son interprétation.

Mais ce que l'on sait bien, c'est que la première expérience de fusion des acteurs ouvriers et des professionnels, réalisée dans ce spectacle, lui confère une grande qualité et, surtout, ouvre de vastes horizons au théâtre révolutionnaire.

Cette production est un pas vers la réalisation de véritables spectacles, dont le groupe « Prémices » donna le signal.

Et c'est déjà une remarquable adaptation des possibilités aux nécessités.

Mais, au « charme sensuel » qui se dégage, nous préférons cependant la brutalité directe du lance-pierres, la satire âpre, rude, suggestive et génératrice de velléités révolutionnaires. Là, l'ironie est un peu trop exclusivement spirituelle, et surtout négative. Ce « charme » ne provoque que le sourire tranquille, et l'ensemble ne détermine, en fin de compte, qu'un contentement passif.

Les saillies, toujours savoureuses, passent par dessus la tête de l'ouvrier-spectateur. Mais le prolétariat du brevet élémentaire se régale. Et si ce spectacle qui n'est fait que pour lui (en dépit de quelques charges bouffonnes parfois trop exploitées dans ce cadre) contribue à l'attirer à nous, il n'aura pas été vain.

Parlerons-nous des lenteurs, des longueurs, et de quelque fouillis?... et aussi d'un certain manque d'utilité, non seulement dans l'écriture même, mais aussi entre les interprètes, et entre l'auteur et les metteurs en scène ?

C'aurait l'air de chercher la petite bête dans la chevelure d'une jolie femme.

Présentée aux délégués du 2^e Congrès de la f. t. o. f. — qui marque une orientation nouvelle de cet organisme vers l'élargissement de son action — cette expérience est un symbole et un avertissement.

Nous sommes sûrs que nos camarades du groupe « Octobre » ont déjà compris l'avertissement...

Passionnement

par la Phalange du 18^e

Ce sketch-express est, à notre connaissance, la meilleure réalisation de ce groupe.

Il nous montre deux politiciens professionnels — un rouge et un blanc — unis dans l'exercice loyal de leurs fonctions sociales, deux frères siamois de la politique larvée.

Ça parle au public ouvrier. Ça l'amuse et ça l'éclaire sans en avoir l'air. C'est du bon travail. Mais attention à la facilité.

N'était un manque d'identité, d'ensemble expressif et vocal, et le critique en était pour ses frais !

Par ailleurs, il n'y a rien à dire sur la petite farce qui se déroule à l'intérieur d'un commissariat. C'est à supprimer radicalement.

Prolos en scène

par les Porte-Voix-Rouges, de Villejuif

Un porte-voix est surtout fait pour porter la voix au loin. Plusieurs porte-voix, pour la porter plus loin, et plus distinctement. Un groupe de porte-voix, ça doit vous envoyer quelque chose comme son !

Et quand on n'est pas loin du tout, qu'est-ce qu'on doit prendre dans les oreilles...

Oui...

Les camarades de ce groupe ont des idées et de la volonté. Mais ils manquent sûrement de patience.

« Prolos en scène », c'est quelque chose comme l'œuvre de jeunesse d'un révolutionnaire, moins l'attentisme rétrospectif...

Ça n'est ni bon, ni mauvais. Et ça pourrait l'être davantage.

Ça nécessitait peut-être trop de travail ?

Nous conseillons aux camarades de Villejuif de répéter de nouveau « Prolos en scène », en pensant que, pour se présenter en scène, même des prolos doivent, comme de vulgaires bourgeois, d'abord répéter. Non pas répéter mécaniquement des mots, des gestes et des attitudes, mais articuler ces mots en pensant intensément ce qu'ils expriment, comme si on ne les avait pas appris, et vivre des attitudes, représenter des situations comme si on y était.

Sinon, on ne se fait ni entendre, ni comprendre. Le public voit et entend qu'on est gêné, qu'on ne sait comment liquider les mots à dire, ni quoi faire de ses mains, de ses pieds, de ses cheveux, de ses yeux... Et alors on n'est plus des acteurs ouvriers remplissant utilement une tâche bien définie, mais des copains, mal à l'aise, et bien embêtés de se trouver devant un auditoire qui attend quelque chose...

Et il applaudit complaisamment, comme on applaudit l'emm... leur obstinés, qui en est à sa cinquième goulante, à la fin du repas de noces.

Tant que les bourgeois riront de notre travail, c'est qu'il sera mal fait. Quand leur rire jaunira c'est que nous serons sur la bonne voie.

P.-S. — L'A.E.A.R. présente une chorale dont les premières réalisations sont de tout premier ordre. Domage que ces camarades aient conservé la forme traditionnelle en se présentant immobiles, sans vie, devant un « chef » qui, de dos au public, est le seul être vivant.

Espérons que la chorale de l'A. E. A. R. s'orientera vers l'interprétation complète de ses chants et que le « camarade-chef » n'aura plus à s'interposer entre les interprètes et le public.

Espérons aussi l'entendre dans de nombreuses fêtes ou manifestations ouvrières.

Dans notre prochain numéro nous publierons un compte rendu de l'activité des groupes théâtraux socialistes.

Littérature ensanglantée

DEUX ROMANS POLICIERS

La moisson rouge

« Pendant quarante ans, le vieil Elihu Willsson avait possédé Personville et, comme on dit, jusqu'au trognon. Président et propriétaire de la majorité des actions de la *Personville Mining Corporation* ainsi que de la *First National Bank*, des *Morning* et *Evening Herald*s, les seuls journaux de la ville, il était également propriétaire, — ou, au moins, commanditaire — de presque toutes les autres entreprises présentant quelque importance. En même temps que ces différentes possessions, il tenait en son pouvoir un sénateur de l'Union, une paire de représentants du peuple, le gouverneur, le maire et la plus grande partie de la législature locale. Elihu Willsson était *Personville* et il n'était pas loin d'être l'Etat entier.

« Pendant la guerre, les I.W.W. (International Workers of the World) — alors en pleine ascension dans l'Ouest — avaient réussi à syndiquer le personnel de la *Personville Mining Corporation*. Le personnel n'avait pas été exactement gâté par la Société. Une fois syndiqués, les ouvriers utilisèrent leur force toute neuve pour exiger les choses qu'ils voulaient. Le vieil Elihu leur accorda ce qu'il ne pouvait leur refuser et attendit son heure.

« Elle arriva en 1921 : Les affaires allaient mal. Le vieil Elihu ne demandait pas mieux que fermer boutique pour un bout de temps. Il dénonça l'arrangement conclu avec ses hommes et commença à les ramener à leurs gages d'avant guerre, à coups de pied dans les reins.

« Naturellement, le personnel se mit à hurler à l'aide. L'Internationale ouvrière de Chicago délégua Bill Quint pour les organiser un peu. Il était opposé à une grève ouverte et préférait le vieux truc de sabotage; continuer le travail, mais tout bousiller de l'intérieur. Mais l'énergie des gars de Personville réclamait autre chose. Ce qu'ils voulaient, c'était se mettre en vedette et écrire une page d'histoire ouvrière.

« Ils firent grève.

La grève dura huit mois. Des deux côtés, il y eut du sang. Les « purs » furent obligés de faire leur travail eux-mêmes, mais le vieil Elihu embaucha des *gunmen*, briseurs de grèves et autres gardes nationaux et jusqu'à des hommes de l'armée régulière. Le dernier crâne fendu, la dernière côte enfoncée, le prolétariat conscient de Personville ne fut plus qu'une fusée éteinte.

Mais, disait Bill Quint, le vieil Elihu ne connaissait pas son histoire italienne. Il avait brisé la grève mais il avait perdu sa prise sur la ville et sur l'Etat. Pour mater les mineurs, il avait été obligé de lâcher la bride à ses tueurs. Et, la bataille finie, il s'était découvert incapable de s'en débarasser. Il leur avait donné sa ville et il n'était pas assez fort pour la leur reprendre. Personville ne leur avait pas semblé un mauvais morceau et ils s'en étaient saisis. Ils avaient gagné sa grève mais sa ville constituait leur butin. Il ne pouvait rompre ouvertement avec eux. Ils en savaient trop long. C'était lui qui était responsable de tout ce qu'ils avaient fait pendant la grève. » Et le fils d'Elihu, un pauvre bougre d'honnête homme, est tué. « Dan Willsson est monté s'asseoir à la droite du Père... si une peau trouée de balles ne lui offusque pas trop la vue. » Recherche du criminel. La *Moisson Rouge*, de Dashiell Hammett, peut être rangée dans le genre poli-

cier, mais ce livre étonnant par sa vérité, sa force, sa tristesse, dépasse de beaucoup la plupart des histoires sanglantes. Je ne crois pas qu'il ait obtenu l'attention et le succès qu'il mérite.

La *Moisson Rouge* est, d'abord, un document; une foule de journalistes et de conteurs ont trouvé dans le gang un inépuisable trésor d'anecdotes. La célébrité d'Al Capone n'est comparable qu'à celle des vedettes Paramount.

Enfin, l'écran a montré ce que le journal et le livre avaient suggéré. Rappelez-vous *Scarface*, chef-d'œuvre du genre. *Scarface*, comme la *Moisson Rouge*, allait au fond du sujet; le spectateur était pris aux entrailles; ce film faisait peur, vous donnait envie de mordre, puis envie de vomir, vous mettait sous les yeux, sous le nez, à portée de la main, la pourriture américaine. Il ne s'agissait plus des machines infernales, de bandits masqués, du bric-à-brac romantique et délicieux des *Mystères de New-York*. La fiction cédait la place à la réalité; un personnage qui, jusque-là, dans les ballets de l'alcool et de l'amour, n'avait eu qu'un rôle assez effacé, un personnage disgracié devant lequel on avait déployé des rideaux, des lumières, des musiques, la Mort s'avancait tout contre la rampe, en pleine clarté, et se montrait telle qu'elle est, affreuse.

Un cadavre, deux cadavres, trois, quatre, cinq, ainsi de suite, à l'infini, une interminable exposition de cadavres, de charognes assommées, découpées, perforées; et dans ce tableau, pas la plus petite lueur. Les gangsters n'enrichissent pas toujours leurs maîtresses; la plupart du temps, ils en font du bétail de maison close. Les gangsters ne soutiennent pas toujours leurs amis; lorsque ceux-ci deviennent compromettants, ils sont livrés à la bande rivale, ils restent tout simplement *on the spot*, sur la place (1).

La *Moisson Rouge* conte l'épuration de Personville, la lutte d'un détective privé contre les bandes organisées — et la police doit être comptée au nombre de ces bandes — et les fripouilles solitaires qui règnent sur la ville. Le meurtre de Dan Willsson dresse Elihu contre ses anciens complices; le détective profite de l'occasion pour demander au vieillard un chèque et la permission de nettoyer Personville. Le meurtrier est découvert. Crime passionnel. Elihu Willsson veut revenir en arrière. Il est trop tard, la guerre est allumée. Le meneur du jeu fabrique des crimes; il exhume des cadavres, il dresse les uns contre les autres les chefs de bande; il obtient par la ruse ce que la force n'avait pu obtenir. Ecoutez ce qu'il dit de sa méthode: « Il était plus facile de les faire s'entretuer, plus facile et plus sûr en même temps et, maintenant que je m'y suis habitué, plus agréable aussi. Je ne sais pas comment je pourrai arranger ça aux yeux de l'agence. Si le vieux découvre ce que j'ai fait, il me fera mourir à petit feu. C'est cette saleté de ville. On a raison de l'appeler Poisonville, elle m'a empoisonné... Je ne me reconnais plus. Ce qui me reste d'âme a la peau plutôt dure, depuis vingt-cinq ans que je m'occupe de crimes, je peux regarder n'importe quel assassinat sans y voir autre chose que le pain de tous les jours. Mais que ça me fasse plaisir n'est pas naturel. C'est l'endroit qui est cause de ça. »

(1) Cf. *On the spot*, d'Edgar Wallace.

A la guerre comme à la guerre. La vie devient un abominable mélodrame, les acteurs oscillent entre l'abrutissement et l'excitation. Pour échapper un peu plus vite à ses pensées, le héros de la *Moisson Rouge* mêle du laudanum au gin; les événements galopent si vite, si vite, qu'on a le temps de les enregistrer mais pas de les comprendre, de les apprécier. « Nous attendîmes un instant et Pete le Finn apparut dans l'encadrement de la porte démantelée, les mains croisées sur son crâne chauve. A la lueur de la cabane en planches qui brûlait toujours, nous pûmes voir son visage saignant et ses vêtements presque en lambeaux. Enjambant les débris, le bootlegger descendit lentement les marches jusqu'à la chaussée. Reno le traita de pouilleux, de mangeur de poisson et lui logea quatre balles dans la tête et le corps. Pete s'effondra. Derrière moi, quelqu'un éclata de rire. » Qu'est-ce qu'un homme? Qu'est-ce qu'une vie? « Et brave avec ça, le diable soit de lui! Il était mort ou tout comme, mais il ne voulait pas flancher. Ça ne l'empêcha pas de n'être plus que de la viande et pas bien lourd de viande encore. »

Dashiell Hammett, merveilleux photographe, nous livre un recueil d'images où les hommes tiennent plus de place que les choses, bien entendu. Des paysages? Les héros de Hammett n'ont pas le temps de regarder les paysages. Les objets, au contraire, attirent leur attention, singulièrement tout ce qui peut servir à l'attaque ou à la protection, tout ce qui peut devenir, le cas échéant, arme ou bouclier. « Pourquoi rappez-vous le pic à glace par ici, maintenant? — Pour vous montrer les idées que j'ai dans la tête, il y a deux jours, si je l'avais seulement remarqué, ce n'aurait été que pour y voir un bon outil à casser la glace. Aujourd'hui... (je fis glisser un doigt le long des quinze centimètres d'acier jusqu'à l'extrémité aigüe). Une jolie épingle pour clouer un homme à sa cravate! Voilà comment je suis devenu, parole! Je ne peux même pas voir un briquet automatique sans penser que ça serait une bonne farce à faire à quelqu'un qu'on n'aime pas de remplir le sien de dynamite... »

La clé de verre

— *La Moisson Rouge* peint le gang proprement dit. *La Clé de verre* touche aux affaires politiques.

Nous ne sortons pas de la ménagerie, toutes les espèces « dangereuses » sont représentées, du lion à l'hyène.

Mais de cette masse hurlante des figures se détachent; au vrai, il n'y a pas de figures confuses dans ces livres. Bien souvent d'ailleurs le casier judiciaire remplace avantageusement les soigneuses investigations à la Balzac. En ouvrant *la Clé de Verre*, le lecteur s'attend à trouver des marionnettes, comme on en trouve dans presque tous les romans policiers, même ceux de Van Dine: i'y ai trouvé des hommes et des femmes. L'intrigue est construite autour d'un secret, elle est donc, plus que celle de la *Moisson Rouge*, fidèle à la tradition.

Le sénateur Ralph Bancroft Henry a tué son fils. Un conteur sans génie aurait en 250 pages fait et défait assez de nœuds pour que les lecteurs ne se posent même pas la question décisive: « Est-ce que ça ressemble à de la vie? » La fantaisie et la logique auraient remplacé avec plus ou moins de bonheur la vérité. A la fin, le coupable eût été démasqué, les innocents seraient retournés à leurs amours et les lecteurs à leurs affaires. Mais les héros de Hammett sont d'une pâte plus ferme. Voyez Dinah Brand, la *vamp* de Personville, dans la *Moisson Rouge*. Voyez surtout le personnage central de la *Clé de Verre*, cet extraordinaire Ned Beaumont, « joueur professionnel », homme à tout faire du puissant Paul Madvig.

A côté de Ned Beaumont, tous les Holmes et tous les Lupins de la littérature policière ont des airs de fantô-

mes. Un aventurier possède toutes les qualités compatibles avec le métier qu'il fait. Il est, avant tout, courageux, dur au mal, comme dit le peuple, et dur au malheur; les tortures (2), l'argent, l'amour ne triomphent pas de sa résistance. Il a cet esprit calculateur et cette audace qui faisaient, au temps des guerres tactiques et stratégiques, les grands généraux. Un homme maigre, contracté, dissimulateur et autoritaire, un de ces hommes dont la présence seule est gênante parce qu'on sait qu'on ne peut attendre d'eux ni faiblesse, ni erreur.

Tant de talent au service de causes généralement mauvaises? Toutes ces vies sont écrasées par un absurde et terrible système; à ce poids les personnages de Dashiell Hammett résistent tant bien que mal. Ils ont des moments d'ameutume et même des moments de colère.

« Bon Dieu, dit à Elihu Willsson, « tzar de Personville », l'humble délégué de l'Agence continentale, ça me ferait plaisir de finir mon travail en vous envoyant à la chaise électrique! » Sur la pourriture engendrée par le capitalisme, Red Beaumont lutte pour vivre, comme un rat sur des ordures.

De Dashiell Hammett, je ne connais que deux livres; je ne peux donc pas tenir compte des intentions de l'auteur, mais je puis affirmer qu'il n'est pas très difficile de tirer de la *Clé de Verre* et de la *Moisson Rouge* les éléments d'un réquisitoire. Dashiell Hammett constate l'existence de l'abcès. Il faut le percer. Je crois que les deux livres en question ont un sens large. Ce n'est pas le retour au régime « humide » qui guérira l'Amérique de la furonculose dont elle souffre. L'infection est générale, et ce sont des remèdes généraux qu'il faut envisager.

JEAN LUC.

(2) On trouve dans le chapitre IV de la *Clé de Verre*, des scènes de brutalité tout à fait déconcertantes.

Ces deux romans ont été traduits par P.-J. Herr et publiés par la Librairie Gallimard, dans la Collection des *Chefs-d'œuvre du Roman d'Aventures*.

UN HOMME EST MORT

Un homme est mort de faim.

Un homme est mort à Berlin.

Un homme est mort dont tu ne savais rien.

Un homme est mort dans un terrain vague.

Le ciel était bleu, le vent était froid.

Hitler ce jour-là

Organisait une parade,

Mais les morts ne défilent pas.

Un homme est mort de froid.

Un homme est mort à Détroit.

Un homme est mort qui valait bien autant que toi.

Un homme est mort dans un terrain vague.

A droite une machine à laver la salade :

Les morts ne mangent pas.

A gauche une machine à faire danser les demoiselles

[*les :*

Les morts ne dansent pas.

Aux pieds une machine à tourner les manches

[*d'ombrelle :*

Les morts se foutent du soleil.

JEAN LUC.

UN LIVRE

PARTI DE LIVERPOOL (1)

En cette période où les incendies succèdent aux naufrages, ce livre d'Edouard Peisson est d'une brûlante actualité. Il nous démontre avec quelle légèreté les compagnies de navigation traitent le coefficient de sécurité, jouant ainsi de la vie des passagers et de l'équipage.

La Compagnie Transocéanique a, pour concurrencer ses rivales, chargé un architecte de grande valeur de faire les plans d'un paquebot, qui devra avoir une longueur inégale et être le plus rapide du monde. Les plans presque terminés, l'architecte déclare à la Compagnie qu'ils sont mal conçus. Celle-ci ne peut reculer après la réclame tapageuse qu'elle a faite. Aussi confie-t-elle ces plans à des ingénieurs qui les terminent. C'est donc sur ces fausses données qu'est construit l'Etoile des Mers.

Le paquebot prend la mer. Jorgan, son promoteur, s'est arrangé pour qu'il soit confié au commandant Dawis, dont il connaît les qualités de marin, la prudence et la chance (en 40 années il n'a pas eu d'accident).

Une lettre qu'on lui a remise avant son départ apprend au commandant que de gros capitaux ayant été engagés, il faut, coûte que coûte, battre le record sur la ligne ; aussi quoique la brume encerclle le navire, il ne fait pas ralentir, délaissant toute prudence. Peu après, sur avis de ses subordonnés, il fléchit et consent à changer de route afin d'éviter des icebergs qui sont signalés ; trop tard : il heurte une de ces masses de glace.

La déchirure est de peu d'importance, des mesures sont prises pour la boucher ; peine perdue, l'eau pénètre à plusieurs endroits entre les jointures des tôles (le vice de construction s'affirme).

Le commandant ordonne l'évacuation et recommande le calme. Ce dernier conseil n'est guère observé, les passagers avertis se ruent vers le poste d'abandon, se bousculent, se piétinent ; les officiers, qui tentent de les discipliner, sont par moments débordés. Ce passage est d'une intensité remarquable.

Le paquebot est évacué. Face à la mort, Dawis réfléchit et constate qu'il a été un jouet... Et c'est l'engloutissement où périssent 55 passagers, les télégraphistes, un officier et Dawis...

Peisson ne s'appesantit pas sur les détails. Ce sont des actes qu'il décrit, des réactions qu'il exprime. Son livre est prenant, il isole ; il est un acte d'accusation contre les compagnies de navigation.

Quand il voudra écrire une œuvre spécifiquement révolutionnaire, psychologue, consciencieux comme il est, possesseur d'une plume aussi sobre, il nous étonnera.

Une observation : les matelots sont — comparativement aux officiers — un peu délaissés. Pendant l'évacuation que font-ils ? Quel est leur état d'esprit ?

UN CHARPENTIER.

(1) Grasset, éditeur.

UN FILM

8 Jeunes Filles dans un bateau



La vie de 8 jeunes Bourgeoises au « Club des Hirondelles » est présentée dans un film intelligent et bien fait, dont pas une image ne trahit ses origines.

Dans les premières scènes, la vie coule à pleins bords, les mouvements harmonieux de ces corps dans un coin de la nature approprié à cet effet, le délassement après l'effort collectif du « huit » ; le tout dans une atmosphère de confort qui enlève tout souci matériel et donne une telle impression de liberté et de plaisir sain, que mes 2 camarades et moi nous nous sommes laissés envôter par ce mouvement agréable, (nos moyens ne nous ont jamais permis de l'apprécier réellement que par ce film), à un tel point que nous croyions le vivre. Mais, nous fûmes vivement ramenées à la réalité lorsque les maillots collants des « Hirondelles » quittèrent leurs moulages pour faire place aux vêtements de ville et quand plusieurs d'entre elles prirent place dans un luxueux cabriolet, cette vie, saine et libre nous est interditte, comme l'entrée du Club l'est à toute personne étrangère. Ce n'est pas Jeannette, seconde main chez Chanel, qui peut se permettre seulement de « vivre » avec 185 fr. par semaine, les 2 mois de morte saison et ses mises au repos continuelles ni sa sœur Renée, fraiseuse chez Panhart-Levassor, travail aux pièces à 3 fr. 75 de l'heure, pas plus moi-même avec mes appointements de 800 fr. par mois en qualité de dactylo stagiaire au Crédit Lyonnais. Toutes 3 avec la menace continue du chômage pour le lendemain.

C'est l'époque des examens, Christa l'une des 8, s'aperçoit qu'elle est enceinte, elle en avertit son ami. A une question simple de ses examinateurs elle ne peut répondre, entièrement subjuguée par cette seule phrase qui lui vient constamment à l'esprit et qui est considérée comme un crime pour une jeune fille de la société actuelle. « Je vais avoir un enfant ». Le cauchemar du déshonneur la poursuit. La seule solution que son ami trouve à cet état, est l'avortement, il la conduit chez un médecin de ses amis, mais celui-ci ne peut le pratiquer et surtout ne le veut pas. Ainsi, l'opération n'a pas lieu, et le public encaisse en passant un petit coup de propagande contre l'avortement qui n'en continuera pas moins à se pratiquer clandestinement et dans les conditions les plus défavorables. Les hôpitaux parisiens traitant des maladies de la femme nous en fournissent la preuve journalièrement.

Christa s'enfuit et retourne au Club où, à une punition disciplinaire de la « Capitaine Hanna », elle tombe épuisée de fatigue et avoue son état à ses compagnes qui décident d'adopter l'enfant. Son père furibond d'apprendre la « faute » de sa fille, se radoucit lorsque l'ami de celle-ci devient son gendre. Tout s'arrange et finit bien. Les spectateurs et spectatrices bien pensants sont satisfaits, leur morale est intacte encore une fois. Mais, lorsqu'une de nos camarades de travail, qui trime comme une forcenée, quand elle n'en est pas réduite à faire le tapin ou à se faire entretenir si son physique le lui permet, po...
... d'un homme sans conscience lui a laissé sur les bras — se trouvant pour une raison quelconque, en contact avec eux, ils s'écartèrent d'elle, effarouchés, ou tisseront hypocritement autour de cette malheureuse le manteau du déshonneur bourgeois, qui la poussera peut-être ou beaucoup sont allées : au suicide. Car telle est l'implacable loi du désespoir, qu'engendre chez la femme, la société bourgeoise.

Henriette VANNIER.

PHONOS ET DISQUES

Avant d'entreprendre une critique des disques, nous pensons qu'il n'est pas mauvais de donner quelques indications aux camarades qui désirent acheter un phono.

Il existe dans le commerce des phonos portatifs à 200 ou 300 francs qu'il faut fuir comme la peste. Mieux vaut ne pas entendre de musique qu'en entendre de mauvaise. Si vous ne pouvez pas mettre de 700 à 800 francs dans un phono, attendez quelques mois, et économisez la somme nécessaire.

Un des meilleurs portatifs est le Stradiviv Magnié, qui existe en deux prix : 750 et 1.200 francs. Polydor vend un excellent appareil, mais un peu cher : 1.425 francs. Vous aurez un bon « Gramophone » à partir de 800 francs.

Il vous faut au moins trois boîtes d'aiguilles : des fortes, des moyennes et des douces, à employer suivant le disque : pour du violon l'aiguille douce, pour l'orgue l'aiguille forte, etc., etc. Si vos aiguilles sont en acier, changez-les à chaque fois, c'est capital ; pour économiser une aiguille de 2 centimes vous abîmez un disque de 15 francs. On fait des aiguilles en bronze, plus dures, qui peuvent jouer quatre ou cinq disques. Les meilleures sont celles de Edison Bell.

Si vous voulez vous constituer une petite collection de disques voici le choix que nous vous conseillons : Cinquième Symphonie de Beethoven, Andante (Columbia L. 1.881). Les Préludes de Liszt (Polydor 668 12 et 13), l'Esquisse sur les steppes de l'Asie Centrale, de Borodine (Polydor 566.005, Odéon 123.576 ou Pathé Art x 5.489), le Prélude de *Lohengrin* (Gramophone) Pacific 231 (Odéon 170.111). Mazurka en si bémol majeur, de Chopin (Polydor 95.324), la Fille aux cheveux de lin, de Debussy (Gramo DA 866), un disque du Quatuor en sol majeur re Mozart (Polydor 95.320). La Rose et le Rossignol (Polydor 66.748), le Largo de Hændel (Polydor 66.984), le Récit du Graal, de *Lohengrin* (Columbia L.F. x 39), le premier disque de la Messe en ré, de Beethoven (Polydor 95.146). Enfin quelques disques de chansons et de danses bien choisis : The Wedding of the Painted Doll, par Jack Hylton (Gramo K 5.700), The Rhapsody in Blue (Gramo L 634), Saint-Louis Blues (Columbia 4.688), The Man From the South (Columbia DC 57), Plegaria (Odéon 165.098), Ukelélé Lady (Columbia 3.720) et Dinah (Gramophone K 3.242).

Dans le prochain numéro nous vous parlerons plus en détail de quelques grandes œuvres à ajouter progressivement à cette collection.

M. LORIN.

TRIBUNE LIBRE

ON NOUS ÉCRIT

D'une camarade :

Je viens de lire votre revue.
Je ne me sens pas capable de faire une critique (quelle qu'elle soit) et jamais je ne m'adresserais à vous si le titre du journal était autre que « Masses » et si la vignette n'était pas si expressive.

Vous appelez votre revue « Masses ». Eh bien ! pourquoi ce titre ?

Si vous croyez que votre journal est à la portée des masses travailleuses, vous vous trompez sûrement. Je trouve que vos articles s'adressent plutôt aux étudiants et intellectuels ; ils sont plutôt difficiles et, à mon point de vue, obscurs ; ce n'est pas comme cela qu'on s'adresse aux masses.

Je répète, si je me permets de critiquer, c'est parce que, en vous adressant aux masses, vous vous adressez également à moi.

Je ne suis ni communiste, ni même membre de l'A.E.A.R., mais je suis persuadée que maintenant que celle dernière existe, votre devoir serait plutôt de travailler ensemble au lieu de disperser les efforts et créer la compression.

D'un ouvrier travailliste de Birkenhead (Angleterre) :

...« Je vous félicite de votre publication. Du point de vue intellectuel, elle est très supérieure à tout ce que le P. C. de la Grande-Bretagne a fait, à l'exception du « Labour Monthly » (mensuel communiste). L'article sur « le théâtre bourgeois et le théâtre ouvrier » est excellent... L'unique article qui rappelle le P. C. britannique est celui intitulé « Notre programme ». Il contient l'entière phraséologie de Rawlings (leader communiste de Birkenhead, actuellement en prison)... Tu sais, camarade, le résultat des émeutes à Birkenhead est que toute l'équipe locale du P. C. est en prison, de 6 à 20 mois. Cela coûte à la municipalité 3.000 livres de dommages, le renfort policier de Liverpool, etc. Le capitaine Dawson, le chef de la Police, a reçu le Médal Policier, un grand honneur du Roi. Ça, c'est la fin de ce que Rawlings croyait être le commencement de la révolution en Grande-Bretagne. Je crains qu'il ait été un fort mauvais analyste de la psychologie de cet animal merveilleux, l'ouvrier anglais...

Ce que nous pensons de la question Travailleurs indépendants et du Parti Travailleurs ? Je tâche d'être bref... Tu te rappelles qu'il y eut, de tout temps, une tendance vers la gauche dans le Parti indépendant, à cause des conditions économiques qui pesaient (et pèsent) sur les travailleurs, mais qui étaient mal interprétées par la section gauche des Indépendants ainsi que par les Rawlings et Cie, qui croyaient cette tendance identique à celle de la classe ouvrière anglaise... Maxton, qui représente une circonscription très avancée politiquement, devait aller à gauche... parce que son existence dépend de son siège à la Chambre... George Buchanan était révolutionnaire jusqu'au mois d'août ; personne ne dénonçait le Labour Party plus fort que lui. Mais quand la « Pattern-makers Society » (syndicat travailliste), dans laquelle il a une situation officielle, lui signala qu'il allait perdre cet emploi bien doté, il fit « volte-face » immédiatement et maintenant il est affiliationniste (section s'opposant à la scission). Tu vois que même les propos et avis bien pesés de nos leaders dépendent — comme ceux d'un simple ouvrier d'ailleurs — de leur situation économique... Que nous le désirions ou non, nous devons attendre le réveil mental des « Masses », et il me semble que c'est très loin encore, en Grande-Bretagne...

Les affaires vont mal. Il y a 15.000 chômeurs à Birkenhead (presqu'un dixième de la population)...

VILLIAM NOONAN.

Le Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2^e)



Dessin de Chary.

FRIEDRICH ENGELS

Cahiers du Bolchevisme

Dans les « Cahiers du Bolchevisme » du 15 janvier, une lettre inédite d'Engels à Herson Trir datée du 18 décembre 1889, à la suite de l'expulsion dont ce dernier fut l'objet de la part du Comité Central du parti socialiste danois dont il était membre. On y trouve des remarques caractéristiques et d'une singulière portée sur la tactique politique du prolétariat, laquelle, selon le collaborateur de Marx, n'exclut pas que « **CE PARTI NE PUISSE UTILISER, POUR SES FINS, LES AUTRES PARTIS DANS CERTAINS MOMENTS** ». Et ceci : « **EN TANT QUE REVOLUTIONNAIRE, J'ACCEPTÉ TOUT MOYEN QUI CONDUIT VERS LE BUT, AUSSI BIEN LE MOYEN LE PLUS VIOLENT QUE CELUI QUI PARAÎT LE PLUS PACIFIQUE** ». Tactique dangereuse ? Engels ne le nie pas, mais proclame l'utilité de l'obstacle et de l'erreur comme richesses d'enseignements prochains : « **LE PROLETARIAT, COMME TOUS LES AUTRES PARTIS, DEVIENT PLUS INTELLIGENT, EN PREMIER LIEU, A LA SUITE DE SES PROPRES FAUTES, DONT PERSONNE NE PEUT LE PRESERVER COMPLETEMENT** ».

• L'Activité de « Masses »

Tous nos cours ont lieu dans le local des Groupes, 23, rue Mouffetard (5^e). Métros : Monge et Cardinal-Lemoine. Autobus : S (Contrescarpe) et K (Rue des Ecoles).

ECONOMIE POLITIQUE. — 1^{re} année (Lois fondamentales) : Lundi, 20 h. 45. — 2^e année (Les crises) : Mercredi, 20 h. 45.

ETUDES SOCIALES. — Méthode et matériaux de la sociologie. Enquêtes : Jeudi, 20 h. 45.

CERCLE D'ETUDES ARCHITECTURALES. — Histoire de l'Urbanisme : Lundi, 20 h. 45.

ESPERANTO : Dimanche matin, 9 h. 30.

MATHEMATIQUES : Dimanche matin, 10 heures.

ABONNEMENT. — Un an : dix francs et un livre-prime. Faites-nous des abonné (primes).

Adressez correspondance et mandats à J. Lefeuve, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

Le troisième numéro de « Masses » sera consacré à Karl Marx et au Marxisme (Cinquantième de la mort de Marx).



Les dessins de première et de dernière pages sont d'Eckman